LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

N°1601
du 24 au 30 juin 2010

« Voilà bien la différence entre le singe et le footballeur. Le premier a trop de mains ou pas assez de pieds pour s'abaisser à jouer au football. »

Pierre Desproges

Retraites maltraitées

M 02137 - 1601 - F: 2,00 €

Sommaire

Faits d'hiver, par J.-M. Raynaud, *page 4*

Retraites aux flambeaux, par Fabrice, *page 5*

Brèves toujours là, *page 6*

Nouvelles des **fronts,** par Hughes, *page 7*

Antimilitarisme !, par R. Burget, *page 8*

L'État à l'amende, interview de Nicole, *page 9*

Un de moins, par B. Rey, *page 10*

Chômeurs bretons, par F. Barthélémy, *page 10*

À la **petite semaine,** par Floréal, *page 10*

La police à l'index..., par M. Rasjfus, *page 11*

La **CNT,** cent ans, textes rassemblés par R. Pino, *page 13*

Atenco, en direct du Chiapas, *page 16*

Communiqué de la **FAI italienne,** *page 18*

Forbans ou **pirates ?,** par L. Péril, *page 19*

Sara Berenguer, par H. Hernandez, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda annonçant l'été, *page 23*

En une : Manifestation interprofessionnelle du 23 mars 2010, photo de Daniel Maunoury.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Quarante ans, c'est déjà trop !

Laurent

groupe libertaire d'Ivry

Souvenez-vous, il y a près d'un mois, la présidente du Medef osait, dans un climat de crise mondiale, nous expliquer qu'en plus de l'augmentation de l'âge légal du départ à la retraite, il faudrait mettre en place un système de capitalisation « très incitatif, voire obligatoire » ! Mais la retraite par capitalisation, qu'est-ce donc ? Ce sont les fonds de pension, mais aussi les banques, assurances, petits et grands boursicoteurs en tout genre, sans morale ni scrupule qui veulent toujours se faire payer leur gain sur la productivité du travailleur, et donc sur leur dos.

Or qui trouve-t-on au palmarès des premiers responsables de nos crises actuelles ? Ces organismes. En douteriez-vous ? Lorsque des pays entiers jouent à se garantir une bonne retraite en capitalisant d'une façon ou d'une autre, ce sont des sommes faramineuses qui se retrouvent investis. « Mais c'est bon pour la croissance et l'investissement », nous dirons certains. Nous leur répondrons que ça l'est aussi, et surtout dans de telles circonstances, pour la création de bulles spéculatives qui engendrent ces crises en plus de mettre en place une retraite sans solidarité, laissant les plus démunis dans la misère la plus totale. Auriez-vous la mémoire courte sur ces crises spéculatives ? 1997 : crise asiatique. 2001 : crise de la bulle Internet. 2002 : crise argentine. 2007 : crise des *subprimes* et de l'immobilier américain. Cette dernière vient de forcer plusieurs États, aux économies dites développées pourtant, à mener des plans de rigueur et de libéralisation drastique avec la complicité de l'OMC et du FMI (merci Dominique…). Alors, lorsqu'on nous parle de capitaliser notre retraite en de telles circonstances, on frémit ! Certes, la capitalisation n'est pas à l'ordre du jour des réformes gouvernementales. Pas encore en tout cas ! Car lorsque nous mourrons sans avoir de retraites et qu'il ne faudra compter que sur nous-mêmes pour en avoir une au train où vont les choses, c'est bien cette capitalisation qui va nous pendre au nez, avec toutes les inégalités que cela engendrera : on sait bien qui peut épargner et qui ne le peut pas… On sait aussi ce que vaut une promesse politicienne et les coups portés petit à petit pour éviter une riposte frontale. Pour autant, on ne semble pas voir à l'horizon la grande grève générale. Il faut dire aussi qu'avec des appareils syndicaux qui se refusent à construire un réel mouvement social offensif, des organisations des classes ouvrières désertées et engluées dans le corporatisme et le partenariat social, ainsi qu'une conscience de classe qui a bien dépéri dans l'individualisme consumériste, cela ne semble guère optimiste. C'est pourtant bien dans le sens inverse de cette dynamique que doivent se lancer les anarchistes. Ceci dit, rappelons-nous qu'au début de Mai 1968, « La France s'ennuie » comme le titrait *Le Monde*. Gardons à l'esprit de n'être jamais à l'abri d'une bonne surprise…

« QUARANTE ANS C'EST DÉJÀ TROP ! » pouvait-on lire sur les banderoles de la manifestation de Force ouvrière (FO), le mardi 14 juin à Paris. Maintenant, ce sera quarante-deux ans à partir de 2018, quarante-trois ou quarante-quatre ans quand il le faudra. Sarkozy, en bon *pater familias* de l'entreprise France, l'avait dit : « La réforme des retraites aura lieu. » Le Medef, lui, rêve déjà tout haut d'un départ à 65 ans. Les rêves du Medef. Nos cauchemars de demain !

Sensibles ou pas à l'argumentation gouvernementale et patronale, bien des gens ressentent dans leur chair que quarante-deux ans, c'est pas possible, que « quarante ans c'est déjà trop ». Sous le vocable « les gens », on met bien du monde. Il y a pourtant une classe qui va payer au prix fort la réforme des retraites : la classe ouvrière. Mais aussi les employés. Ces deux catégories que l'on nomme « les salariés d'exécution », c'est-à-dire 15 millions d'hommes et de femmes, vont être sacrifiés un peu plus sur l'autel du profit.

Le gouvernement nous ressasse que la durée de vie s'allongeant, l'âge du départ à la retraite doit reculer. Il est une inégalité dont il faut parler : celle devant l'espérance de vie. Un cadre a une espérance de vie supérieure de six ans à celle d'un ouvrier. Que l'on soit ouvrier à Ivry ou cadre à Neuilly, on peut voir du même mauvais œil la durée du travail s'allonger. Mais un océan sépare ces deux conditions de vie.

Ceux et celles qui souffrent et sacrifient leur vie au profit « partent » tôt, beaucoup trop tôt. Combien d'entre nous ont vu leurs parents mourir avant la retraite ou en profiter si peu. Combien de nos pères ou de nos mères l'ont attendue parfois en vain, cette retraite, et ces quelques années libérées du travail. Encore fallait-il y arriver en bon état, c'est-à-dire sans incapacités. Et c'est là qu'apparaît une autre inégalité : les chiffres, les statistiques,

Manifestation du jeudi 27 mai 2010 de defense des retraite à Paris. Photo de Daniel Maunoury.

là encore, sont cruels : les ouvriers ont beaucoup plus de « chances » de voir leur retraite compromise par plus d'année d'incapacités au sein d'une vie déjà plus courte.

Un ouvrier retraité, que je rencontrai dans un jardin – justement – ouvrier d'Ivry, me racontait qu'il aimerait bien en profiter encore longtemps, de son plaisir de jardiner. Mais voilà, il avait été contaminé par l'amiante. Il racontait sa vie, ses combats de militant syndical, tout en ponctuant son récit de « les salauds, les salauds… » à l'intention de ses patrons. Il le savait, ses jours étaient comptés, la maladie aurait le dernier mot.

Quand je traverse le nouveau cimetière d'Ivry, je ne peux m'empêcher de penser que reposent ici des générations d'ouvriers, comme mes parents, sacrifiés au travail, qui furent attachés à cet espoir d'une retraite heureuse ou tout simplement ils pourraient voir grandir leurs enfants et leurs petits-enfants. À l'image de visagistes ou de vigiles à l'entrée d'une boîte de nuit, la cruelle réalité leur répond, aujourd'hui avec le visage d'un Sarkozy : « Je crois que ça va pas être possible. »

La plus grande des injustices consisterait à oublier le sort des travailleurs sans papiers, ces esclaves des temps modernes et de nos démocraties, qui travaillent dans d'incroyables conditions d'exploitation et cotisent pour une retraite dont ils ne bénéficieront pas.

Ils sont nombreux, qui ressentent une rage qui dit « quarante ans c'est déjà trop ». Cette rage contenue doit se libérer. Un avis de tempête sociale est annoncé pour septembre. La rentrée sera chaude ! On connaît la chanson des directions syndicales… C'est pourquoi les anarchistes doivent être de ce combat. Un combat vital, car il exprime le droit de vivre en opposition à la logique mortifère de ce système. Soyons là pour crier notre haine d'un patronat et d'une bourgeoisie toujours plus avide de profit, mais aussi pour amplifier le désir et l'exigence de vie et d'égalité. Et dire aussi que défendre cet acquis est un vital réflexe d'autodéfense, rien de plus, que quarante ans au boulot ne constituent pas un idéal, ni un âge d'or. Pour la classe ouvrière il n'y a jamais eu d'âge d'or, seulement parfois un peu de répit et des droits arrachés parfois au prix du sang. L.

Faits d'hiver

Quelques pistes pour diminuer le nombre de profs !

Face à la crise (pour certains), notre cher (peut-être un peu trop) gouvernement a étudié dix pistes susceptibles de conduire à la diminution du nombre des profs, ces grands méchants privilégiés de la Fonction publique qui osent se faire rembourser pour plusieurs milliers d'euros par mois de cigares.

Disons-le tout net, cette recherche va dans le bon sens (celui de l'ultralibéralisme). Mais elle ne propose que des demi-mesures.

Aussi, à l'heure de l'anniversaire du 18 juin 1940 qui vit la France tout entière se lever comme un seul homme pour résister, personne n'aurait compris que *Le Monde libertaire* n'apporte pas sa pierre à l'édifice de la collaboration avec les forces de progrès conduites par notre valeureux président. Quelques pistes supplémentaires :

– Faire parler les profs plus vite. Ainsi, leurs cours pourraient durer moitié moins de temps. Ça ferait donc moitié moins de classes. Et, par voie de conséquence, moitié moins de profs !

– Une seule école primaire par canton. Un seul collège par département. Un seul lycée par région… Ça ferait des économies d'échelle. Et donc :

– N'autoriser les congés de maternité que pendant les vacances scolaires. Ça économiserait des postes de remplaçants !

– Ouvrir le marché du professorat aux sans-papiers de la misère du monde (capitaliste) pour faire jouer la concurrence et, donc, faire fuir nos privilégiés hexagonaux qui renâcleront à travailler pour 35 euros par mois.

– Et si tout cela ne suffit pas, supprimer carrément l'école publique !

Dans le cadre de l'effort national demandé à tous, il va sans dire, et encore mieux en le disant, que *Le Monde libertaire* renonce à l'indemnité mensuelle de 9 500 euros que devrait lui valoir sa participation à la commission chargée d'ouvrir des pistes susceptibles de…

Qui a dit que les anarchistes étaient toujours négatifs ?

Jean-Marc Raynaud
Chaucre, le 18 juin 2010

Mourir en travaillant...

... « OÙ VIVRE EN COMBATTANT », tel était l'un des slogans de la manifestation interprofessionnelle de FO à Paris le 15 juin dernier. Cela résume assez bien en effet la situation...

De nombreux articles parus dans notre hebdo préféré ont déjà largement décortiqué cette question de la réforme des retraites, qualifiée par Sarko lui-même de réforme phare de son quinquennat : l'arnaque des chiffres, l'infecte propagande gouvernementale et patronale visant une fois de plus la division des salariés du public et du privé, le contexte international, les injonctions du marché et les raisons aussi de craindre une nouvelle défaite du mouvement social ont été décrits et analysés dans ces colonnes. Redisons-le tout de même, tant le problème est central : le pouvoir actuel n'est fort que par la capacité de l'intersyndicale nationale de tout blinder pour que cela ne bouge pas au-delà des gesticulations et processions qualifiées de journées d'action... La paire Thibault-Chérèque tient la boutique avec habileté, il faut bien le dire et amène les salariés dans « l'unité »... dans le mur.

La CFDT ne peut plus se permettre le luxe comme en 2003 de trahir publiquement, mais avec la complicité active de la direction de la CGT, elle a imposé l'idée qu'il fallait bien passer par une réforme, que c'était inéluctable et que l'objectif consistait juste à limiter les dégâts ! Le congrès confédéral de cette organisation « syndicale » tenu du 7 au 11 juin à Tours a été un modèle de manipulation, largement entretenue par les médias. Tout juste si l'on ne nous expliquait pas que Chérèque s'était radicalisé alors même que le congrès, à sa demande, actait la nécessité d'un allongement de la durée de cotisation et que des pans entiers de la réforme Fillon (concernant notamment les fonctionnaires) étaient validés par souci « d'équité » et dans un « esprit de responsabilité ».

Parallèlement, le compère Thibault, ovationné pendant ce congrès (de quoi donner des boutons à bien des militants lutte de classe de la CGT), expliquait en long, en large et en travers qu'en dehors de l'intersyndicale rien n'était possible et que le processus de journées saute-mouton (23 mars, 27 mai, 24 juin...) allait continuer jusqu'à... épuisement des troupes !

La situation est désormais simple, du moins dans sa présentation : le projet est connu et le gouvernement n'y renoncera que contraint et forcé tant les enjeux politiques et financiers sont grands. Le calendrier n'offre pas non plus de mystère. Présenté au Conseil des ministres du 13 juillet, le projet de loi sera discuté au Parlement tout le mois de septembre.

Alors que cherche-t-on sur le fond et sur la forme ?

Le retrait pur et simple du projet Sarko-Fillon-Chérèque, qui n'est ni amendable ni négociable, ou son « aménagement » à la marge, synonyme d'accompagnement de la régression sociale ?

Et si on demande clairement le retrait, on fait quoi pour l'obtenir ? Une énième journée d'(in)action en septembre ou un ultimatum au gouvernement avec préparation de la grève interprofessionnelle pour bloquer l'appareil productif notamment ?

D'une certaine manière, cette problématique était contenue dans la journée de grève et de manifestation nationale de FO le 15 juin. Certes, il ne faut pas se raconter d'histoire, la grève a été globalement peu suivie même si ici ou là (à Marseille, par exemple), elle n'est pas passée inaperçue ou que des postiers CGT ou SUD l'ont suivie, mais les 50 000 manifestants (le vrai chiffre) très déterminés et souvent très clairs dans l'expression de la revendication (cela fait plaisir de voir une manif digne de ce nom où les slogans priment sur la musique ou les chansons) constituent un point d'appui non négligeable pour la suite. Le 28 novembre 1995, FO n'avait pas réussi à rassembler autant de monde et pourtant cela avait été déterminant dans le déclenchement de la grève et la victoire au final avec le retrait du plan Juppé-Notat. Reste à savoir si la direction de FO va maintenir, malgré les pressions syndicales, politiques et médiatiques, sa ligne d'indépendance, petit grain de sable dans le plan bien huilé pour nous faire avaler la couleuvre de la réforme. Les 1 000 territoriaux FO de Marseille réunis en AG ont déjà donné en tout cas un mandat à leur confédération : maintenir le cap, exiger le retrait pur et simple du projet Fillon et préparer, à compter du 7 septembre (premier jour prévu de discussion à l'Assemblée nationale), la grève en s'adressant solennellement aux autres organisations (CGT, SUD et FSU notamment) pour qu'elles prennent enfin leur responsabilité. Il est bien évident que si cela se fait, cela passera par la base qui imposera l'unité sur des bases claires.

Au final, on en revient toujours à la même question : comment reconstruire un véritable outil syndical au service des luttes et non une machine à canaliser, voire à casser les luttes.

Cette question se pose partout. Les 1 900 ouvriers chinois de l'usine de pièces détachés de Honda à Foschan, qui se sont mis en grève le 17 mai pour obtenir une augmentation de 800 yuans (environ 96 euros), ont répondu à leur manière. Face à un « syndicalisme » policier à la solde du parti et de l'État, ils revendiquent la « réorganisation de la section syndicale » de l'usine, c'est-à-dire la libre détermination de leurs revendications, de leurs modes d'action et de leurs mandatés. « Mourir en travaillant ou vivre en combattant », ils ont choisi.

Fabrice
Groupe La Sociale, Rennes

Brèves de combat

Marche mondiale des femmes

Un petit millier de personnes, à Paris, pour relayer la marche mondiale contre les violences faites aux femmes. Cortège libertaire d'une petite cinquantaine de personnes (autour des camions de la FA et de la CNT), quelques AL et OLS. Aurions pu mieux faire !

Menaces de mort sur La Poste

Dans le Haut-Rhin, les facteurs des quartiers et des zones rurales subissent de plein fouet les conséquences de la casse du service public. À la mi-mai, un postier s'est suicidé à Wesserling. Ses collègues et les syndicats dénoncent.

Suicides en prison

En France, il y a dix fois plus de suicides en prison qu'à l'extérieur : environ un tous les trois jours. Et encore… Ici, on ne nous parle que des « suicides » en prison, on n'évoque ni les meurtres commis par autrui, ni les décès par maladie ou vieillesse, encore moins ceux qui arrivent dans les quartiers disciplinaires ou d'isolement. La France se fait régulièrement condamner par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de l'article 2 (atteinte à la vie) et de l'article 3 (traitement inhumain ou dégradant) à la suite de décès de prisonniers. Et, pendant ce temps-là, Alliot-Marie continue à inaugurer joyeusement les nouveaux centres de rétention dans les hôpitaux. Bientôt un suicide par jour ?

Prisons toujours

Le tribunal administratif de Rouen a condamné en référé l'État à indemniser 38 personnes qui se plaignaient d'être incarcérées ou de l'avoir été « dans des conditions n'assurant pas le respect de la dignité inhérente à la personne humaine ». Dans une ordonnance, le tribunal a accordé des indemnités allant de 350 à 17 500 euros à ces détenus ou anciens détenus de la maison d'arrêt de Rouen. Indemniser c'est bien, détruire les prisons, c'est mieux !

Hortefeux

La défense du ministre de l'Intérieur, condamné à une amende de 750 euros pour injures racistes début juin, a tenté de faire annuler la procédure en prétextant que le procès devait se dérouler en Auvergne, car il n'est pas domicilié à Paris. Un Auvergnat à Paris, ça va, mais !

Pas de racistes dans nos quartiers

Les groupes fascistes et identitaires appellent à un apéro géant « saucisson et pinard » (via Facebook) dans le quartier de la Goutte d'Or. Leurs motivations ? Partir en croisade contre une « islamisation » du quartier. Ces racistes veulent affirmer une identité imaginaire, mythique, d'un Paris blanc, culturellement chrétien, sali par l'immigration. Leur discours est un appel à la haine raciale et au choc des civilisations. Mais pour nous, les habitants du quartier, ce sont eux qui représentent une véritable menace. C'est pourquoi des antifascistes se sont réunis le vendredi 18 juin à 19 heures devant l'église Saint-Bernard, pour résister à cette monstrueuse provocation.

À propos de racisme

Dans son rapport, le Conseil de l'Europe établit un bilan de l'action des pouvoirs publics français en matière de lutte contre le racisme et s'inquiète d'une persistance des discriminations raciales en France. Il pointe notamment la persistance des discriminations raciales dans l'accès à l'emploi et à l'éducation. Des discriminations qui touchent particulièrement les musulmans, les gens du voyage et les Roms.

Fafs à la Gay Pride de Lyon

Durant la Gay Pride de Lyon, une vingtaine de fachos se sont pointés derrière un drapeau BBR aux jacobins, vite dégagés par les flics. Mais, quelques fascistes éparpillés s'en sont pris au hasard à des manifestants. Heureusement, aucun blessé grave n'est à déplorer.

Le supermarché de la mort

Une vingtaine de manifestants antiguerre se sont rassemblés à Paris, au Mur de la paix, devant l'École militaire, pour protester contre la tenue du marché d'armement Eurosatory. Une banderole « Marchands d'armes, marchands de mort » a été déployé par des militants de la Fédération anarchiste.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Nouvelles des fronts

« Prévert, on te vend aux enchères
C'est la guerre ! »

Sabotage ! Nous y revoilà… Retour à une vielle notion apparue dans le mouvement syndical en France en 1897, si l'on en croit le syndicaliste anarchiste Émile Pouget qui rédigea une jolie brochure au titre éponyme *. Selon lui, la pratique est ancienne, canuts lyonnais, luddites britanniques… Elle renverrait à un principe simple, le « *Go Canny* », qui n'implique pas nécessairement un bris de machine mais une tactique plus fine. Ce « *Go Canny* » viendrait du patois écossais et signifierait « Ne vous foulez pas » et, dit autrement, « À mauvaise paye mauvais travail ». Et voilà où je voulais en venir avec une application concrète et immédiate face à la réforme des retraites que la triade de la régression Thibaut-Chérèque-Sarkozy nous prépare. En France, les travailleurs ont l'un des taux de productivité les meilleurs du monde… donc si la retraite est repoussée à 62 ans en 2018, 63, 65 ans un peu plus tard, une seule solution : baisser la productivité ou, en d'autres termes, saboter ! Fillon, aux ordres du Medef, augmente la durée du travail de 5 % (exemple) sur une vie, je réduis ma productivité de 5 %. *Idem* pour les salaires des fonctionnaires roumains (- 25 %), il leur faut abaisser leur productivité d'autant, *idem* pour la hausse de la TVA, l'impôt sur les plus pauvres (+3 % au Portugal), aux Portugais de baisser de 3 % leur productivité, etc. En bref, SABOTAGE ! Ils veulent la guerre économique, ils l'auront…, à condition toutefois que nous nous y mettions.

Retraite toujours, on nous la rejoue comme la dernière fois. Ils jurent de ne pas toucher aux régimes spéciaux, histoire de désamorcer la bombe sociale de ceux et celles qui peuvent encore bloquer le pays. Qui peut encore y croire ? Une fois la poudre mouillée, les salariés du privé domestiqués, y'aura plus qu'à se faire dans un deuxième temps ces « privilégiés » de fonctionnaires et dans un troisième ces « nantis » de cheminots, d'électriciens, etc. Comme en 14, on divise pour mieux régner et la triade se tape sur la bedaine. L'unité est plus que jamais de rigueur et le mythique « Tous ensemble, ouais ! » devient une obligation absolue, une condition de survie. Sinon, comme en 1910, quand la CGT s'opposait aux retraites ouvrières, il nous faudra parler de retraite des morts…

En 2008, on a payé la crise des banques, en 2010, on paye la crise des États, résultat de la spéculation bancaire. En 2011, on paye quoi ? Probablement notre passivité… Mais restons optimistes, l'entreprise Heuliez qui, avant les élections régionales, devait être reprise, est mise en cessation de paiement, résultat, nouvelle angoisse pour plusieurs centaines d'électeurs crédules. La compagnie Corsair ne répond plus ou plutôt répond par 350 licenciements, le *low cost* avec des contrats de travail « corrects », ça paie plus ; à Sea France, ce sont 725 emplois qui sont coulés, question de rentabilité. Quant à Strasbourg, ce sont les Delphi (équipement automobile) qui vont morfler avec 324 emplois supprimés en novembre prochain… Bonnes vacances.

La répression, elle, va bon train. L'État réclame 12 000 euros à six salariés Conti de l'Oise et consacre 63,9 milliards de dollars au budget de l'armement, milliards qui pourraient d'ailleurs largement renflouer toutes les caisses de retraite et boucher tous les trous de la Sécu. Les 160 sans-papiers qui occupaient l'escalier de l'Opéra-Bastille depuis le 27 mai en fin de manif ont été évacués *manu militari* et plusieurs d'entre eux ont été interpellés, tout comme ceux qui occupaient le siège de l'Organisation internationale de la francophonie, à Paris. D'autres résistent pourtant… Grève à l'Associated Press contre le licenciement des CDD ; grève à la centrale EDF de Flamanville (50) pour réclamer des embauches, grève des postiers de Marseille contre la nouvelle organisation de La Poste, grève victorieuse à la Caisse d'épargne de Paris et grève générale en Polynésie « française ». Action directe des infirmiers anesthésistes, les Ibade, qui après avoir bloqué les voies SNCF de Montparnasse en mai, ont investi et occupé le quai d'Orsay. Dommage qu'ils aient relâché Kouchner. Grève et occupation aussi chez People and Baby. Campement depuis trois semaines devant le siège de Valéo par des travailleurs coréens venus tout exprès pour protester contre la fermeture brutale de leur usine. Une belle queue de comète avant les vacances. On attend avec impatience son prochain passage unitaire et radical, encore plus près de la planète Medef.

Dans les alentours, ça cogne dur aussi. Hormis 60 mineurs assassinés en Sibérie faute de sécurité (détail de l'histoire), Royal Bank of Scotland annonce 2 600 emplois en moins après en avoir déjà liquidé 20 000 ; Helwett-Packard va en supprimer 9 000 dans les trois ans ; Pfizer (pharmacie) 6 000 d'ici à 2015… Des lendemains qui déchantent pour les travailleurs ? Sait-on jamais : grève générale chez Carrefour Belgique contre les restructurations du groupe, grève de cinq jours (par mois) chez British Airways contre les suppressions de postes. Grève des stadiers payés une misère en Afrique du Sud et surtout grève chez Honda en Chine avec à la clé 24 % d'augmentation des salaires, 70 % d'augmentation chez Foxconn, après il est vrai onze suicides sur le lieu de travail, 20 % dans la région de Pékin, etc. Tout est à eux… Ça va péter !

Et ici, c'est pour quand « le printemps des peuples » ou plutôt l'automne ? On ne va pas se laisser tondre comme des agneaux de prés salés. 600 000 emplois industriels perdus du fait de « la crise » depuis 2008 dans l'Hexagone. 10 000 à 15 000 postes de fonctionnaires seront supprimés en Allemagne, des milliers en France et en Grèce, 725 000 envisagés en Grande Bretagne d'ici à 2015… Comme en 1848, partout, debout et tous ensemble ! Roumanie, grève générale illimitée, annoncée, itou en Italie, en Espagne et ailleurs. L'automne, peut-être sera chaud mais ici probablement sans nos lamentables organisations syndicales avec leurs pitoyables appels à la résistance (Thibault le 27 mai) ou à leurs journées d'action bidon (FO le 15 juin) ou celle des « unitaires » le 24 juin… Deuxième round en septembre. Reste qu'il va falloir changer de braquet, ça tombe bien, le Tour de France, c'est pour bientôt.

Hugues
Groupe Pierre-Besnard

*. Émile Pouget, *Le Sabotage*, Mille et une nuits, 2004, 112 p., en vente à la librairie du Monde libertaire.

Eurosarkozy 2010

Salon du prêt-à-tuer

Les profiteurs de guerre se sont rassemblés du 14 au 18 juin 2010 à Eurosatory, la « semaine internationale de la défense, terrestre, aéroterrestre et de sécurité ». Ce salon officiel du commerce des armes se tient tous les deux ans au parc des expositions de Paris-Nord, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), avec pour slogan en 2010 : « Préparer la défense du futur ».

Le mardi 15 juin, pendant que mille marchands d'armes festoyaient à l'Hôtel national des Invalides, les résistants à la guerre ont montré leur opposition totale à ce business de la mort et des massacres de masse. La préfecture de police de Paris, atteinte de crise de paranoïa aiguë contre les désarmants partisans de l'abolition des armes, n'avait autorisé la protestation qu'au Mur de la paix (au métro École-Militaire [*sic*], soit à six cents mètres du banquet, probablement la distance minimale estimée utile à la décontamination contre les radiations du pacifisme). Difficile d'y voir une délicate attention des responsables de la circulation : cependant, il est sûr que si le rassemblement du collectif « Fermons Eurosatory » avait eu lieu, comme initialement prévu, sur l'esplanade des Invalides, les cinquante manifestants auraient été indisposés par les rots bruyants et les concours de pets des Lagardère, Dassault et compagnie, tous des charognards à l'estomac coriace.

Selon la pub officielle, Eurosatory 2010 vantait « l'accès à tous les marchés de la défense et de la sécurité, des rencontres et des échanges entre professionnels de l'armement, la possibilité de voir de nouveaux produits et des nouveaux systèmes d'armement et d'assister à des *showcases* et autres démonstrations dynamiques, un carrefour de réflexion pour préparer la défense et la sécurité du futur ».

S'y sont confraternellement congratulés 120 délégations officielles de gouvernements, 520 VIP dégainant le chéquier et s'extasiant sur tous les gadgets électroniques, 4 500 représentants des forces armées de 86 pays pour les y pousser, 650 journalistes « embarqués » et disposés à faire la promotion de la machine à tuer, le tout sur 140 000 m² de surfaces d'expositions [1].

Le supermarché de la mort

À Eurosarkozy, même si le VRP en chef des Français est resté terré dans son abri élyséen, les exposants ont soigneusement évité de prononcer le mot « guerre », synonyme de destruction à grande échelle. « Eurosatory : préparons la guerre de demain », ça n'aurait pas été un bon slogan et aurait pu choquer l'humain lambda ! Ne dites jamais que les armes tuent ! Ce qui importe, dans le système Eurosarkozy, c'est que ça rapporte le maximum de fric.

Les comptes à numéros ne servent pas qu'à la grande délinquance financière ou aux triades internationales. Les services secrets de la plupart des gouvernements en ont généralisé l'usage à l'arrosage des intermédiaires et des hommes politiques antipacifistes. Il se trouve là une niche permettant de payer largement plus que les retraites des militaires à 35 ou 45 ans. La politique de rigueur ne s'applique qu'aux plus démunis et non aux plus riches. D'ailleurs, le spectacle de millionnaires en euros tapant dans un ballon a l'air de réjouir les adeptes du suffrage universel, alors qu'ils goûtent chaque jour davantage aux restrictions dues à la pauvreté.

Certaines des armes exposées ont été plébiscitées comme testées sur le terrain, en Palestine, en Afghanistan, en Irak ou en ex-Yougoslavie, pour les indémodables.

Certains vendeurs ou acheteurs d'armes auront pu comprendre comment assassiner des pacifistes grâce à Eurosatory. L'exemple de la flottille de la paix pour Gaza est encore frais dans les circonvolutions des enfumeurs patentés des médias. Pourtant, aucun ne s'est risqué à déplaire aux corrupteurs du secteur de l'armement, qui sont souvent les actionnaires majoritaires des usines à propager la violence. Assassiner des civils désarmés n'a-t-il pas toujours été le moyen le plus rapide pour les militaires de se couvrir de gloire ? Les épopées coloniales en témoignent. Les exploits des troupes tricolores dans la Françafric permettent encore de nos jours aux nazis de se défouler en toute impunité.

Pas de salon sans réception officielle

Après de dures journées passées à déambuler entre hélicoptères et véhicules blindés, roquettes et drones, à assister aux démonstrations statiques, dynamiques ou technologiques, la fameuse réception officielle, aux frais de la V^e^ République, était particulièrement attendue. Les discussions se sont poursuivies entre coupes de champagne et petits fours. Le cadre du Musée des armées a contribué à la décontraction au sein de ces bandes criminelles. Ne les laissons pas s'empiffrer en juin 2012, sans que notre présence ne leur rappelle que leurs affaires et leurs bénéfices se font à l'encontre des populations civiles que les guerres déciment, appauvrissent, forcent à l'exil.

Les actions du plus antimilitariste d'entre les libertaires, Louis Lecoin, décédé le 23 juin 1971, n'ont pas été oubliées. Le port des armes ne sert qu'aux assassins et aux militaristes. Pourquoi ne pas condamner le fabricant et le marchand d'arme au même titre que la ganache qui appuie sur la gâchette ?

René Burget

1. Voir Union pacifiste, BP 40196, 75624, Paris Cedex 13.

Prison de Rouen : l'État condamné

Entretien avec Nicole

L'administration pénitentiaire de la prison de Rouen a été récemment condamnée à verser 67 000 euros à trente-huit détenus pour les avoir incarcérés dans des « cellules indignes » (*sic*). Retour sur cette affaire avec Nicole, militante du groupe Berneri de la Fédération anarchiste et animatrice de l'émission Ras-les-Murs sur Radio libertaire.

Monde libertaire : Peux-tu nous expliquer les faits ?

Nicole : Étienne Noël, avocat à Rouen, se bat depuis de nombreuses années contre les conditions de détention et pour le droit des familles et des proches des personnes incarcérées. Depuis quelques années, il dépose des plaintes de détenus concernant les conditions de détention de la prison de Rouen, une vieille prison qui date de 1864. Cyniquement baptisée Bonne Nouvelle, il s'agit d'une maison d'arrêt de 650 places qui « accueille » entre 700 et 850 personnes, principalement pour des détentions provisoires ou des courtes peines. Ces plaintes ne sont donc pas nouvelles et, depuis 2008, les tribunaux administratifs de Rouen, Nantes et Caen ont déjà accordé des indemnités pour des requêtes du même ordre. Depuis la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, le service public pénitentiaire doit garantir le respect de la personne humaine de chaque détenu. Or, la maison d'arrêt de Rouen ne garantissant pas ce respect, Maître Noël et trente-huit détenus ont porté plainte contre leurs conditions d'incarcération actuelles : surpopulation, conditions d'hygiène déplorables, salubrité, non-respect de l'intimité, etc.

ML : La maison d'arrêt de Rouen a déjà été condamnée pour des affaires similaires par le Comité de prévention de la torture. Comment se fait-il alors que les conditions de détention n'ont toujours pas été améliorées ?

N : En fait, ils ne peuvent strictement rien entreprendre, à part de faire jouer le *numerus clausus* qui existe dans certaines prisons européennes : quand il n'y a plus de places, on ne remplit plus.

ML : Quelles sont réellement les conditions de détention, dans la théorie et dans la pratique ?

N : Théoriquement, le Comité de prévention de la torture recommande un espace disponible minimal de 7 m² par détenu. En 2000, un rapport de l'Assemblée déterminait qu'une cellule de 11 m² ne pouvait accueillir qu'un seul détenu et que l'absence d'hygiène, d'aération et de séparation des toilettes constituait une humiliation. Une expertise du 24 janvier 2006 avait souligné le risque de transmission interhumaine de germes pathogènes d'origine fécale et bronchopulmonaire. Mais, concrètement, ces mesures sont inapplicables. Dans les faits, on trouve jusqu'à quatre personnes pour une cellule de 9 m². Des matelas sont posés par terre (sans sommiers) et les portions de nourriture sont réduites du fait d'une surpopulation de plus en plus importante.

ML : Que représente pour toi cette condamnation de l'État ?

N : Dans les années 1970, les luttes anticarcérales étaient collectives. Les révoltes, les mutineries, les refus de monter de promenade, l'occupation des toits étaient des pratiques courantes dans la militance anticarcérale. Mais, aujourd'hui, d'autres armes sont utilisées par les détenus, notamment le droit. Cette condamnation en est la preuve. Mais, on doit tout de même saluer le combat de ces prisonniers avec l'avocat Étienne Noël car, malgré tout, il s'agit d'une certaine forme de déconstruction de la prison. Car, si cette pratique se répand, l'administration pénitentiaire – qui a déjà des problèmes de financement et qui est au bord de la faillite – ne pourra plus assumer les sommes qui lui sont demandées et qui, dans le cas de la prison de Rouen, vont de 350 à 17 500 euros. L'avocat ne demande, quant à lui, que 123 euros à chaque détenu pour ouvrir une procédure.

ML : Et en tant qu'anarchiste, qu'en penses-tu ?

N : D'un point de vue immédiat, c'est déjà ça. On ne crachera pas sur une amélioration des conditions de vie quotidienne des détenus. Toutefois, c'est très loin d'être suffisant et, nous autres anarchistes, nous nous battons pour l'abolition de la prison et de toute forme d'enfermement. Comme le disait Victor Hugo : « Ouvre une école, ferme une prison ! »

Un de moins

18 juin 2010, enfin une bonne nouvelle du front : Bigeard a sauté dans le vide, sans parachute. Il a rejoint la horde des morts anonyme d'Indochine et d'Algérie.

Le courant ne passe plus : le roi de la gégène n'a plus de batterie.

Il y a bien longtemps, mon vieux pote Jules Mougin, facteur antimilitariste de 88 ans, lui écrivait «Monsieur Bigeard, vous etes bizarre, je suis Jules Mougin, facteur et je ne vous aime pas.»

Bigeard est mort, vive Jules Mougin.

Benoist Rey

Ancien combattant d'Algérie, auteur des égorgeurs, *livre saisi en 1981.*

Chômeurs en lutte dans le Centre-Bretagne

Depuis le 3 mai, la grève des chômeurs a commencé dans de nombreuses régions en France. En Bretagne, différents collectifs locaux (de Rennes, Lorient, Brest et Quimper…) se sont regroupés en Coordination des collectifs de chômeurs et précaires de Bretagne dont le but est se battre ensemble pour faire valoir leurs droits et remettre en cause les politiques sociales et économiques actuelles et ainsi ne plus subir la précarité.

Les politiques répressives menées par Pôle Emploi en direction des privés d'emploi (radiations, contrôles, sanctions) est leur premier motif de combat…

Dans ce cadre, lundi 14 juin pour la première fois et mardi 15 juin pour la seconde, une quarantaine de chômeurs et chômeuses ont occupé l'agence Pôle Emploi de Carhaix (Finistère). Parmi les revendications, on trouve la suppression du suivi obligatoire, de l'Offre Raisonnable d'Emploi, des radiations sanctions, de toutes les évaluations bidon, etc. mais il était aussi réclamé la liste des prestataires privés sous-traités par Pôle Emploi Bretagne et le montant des sommes qui leurs sont versées…

Des directeurs départementaux ont rencontré le collectif des chômeurs et chômeuses mais aucune réponse n'a été donnée aux revendications.

L'agence de Carhaix a même été évacuée de façon musclée une première fois par les gendarmes : le lundi à 22 heures ; mais le site a été réinvesti par le collectif le mardi et les chômeurs en lutte ont été « raccompagnés » à la sortie en début d'après-midi…

Fred Barthélémy

À la petite semaine

Arrête ton cinéma, Anne-Marie !

Madame Anne-Marie Faucon, avec la modestie et l'humilité coutumières de l'élite intellectuelle de la gauche française, institutionnelle ou extrême, s'est découvert une mission. Elle souhaite « inciter les réalisateurs israéliens à réfléchir à ce qui se passe dans leur pays ». Rien que ça. Cette noble intention n'aurait pu être que franchement risible et prétentieuse si cette dame n'était pas la cofondatrice du réseau de salles de cinéma Utopia. Sachant cela, elle devient grotesque et indécente. On peut attendre d'une cinéphile supposée, en effet, autre chose que l'étalage de son ignorance crasse quand, précisément, le cinéma israélien demeure l'un des plus fins observateurs et des plus critiques de la réalité de son pays. Pour mieux mener à bien sa grandiose ambition, Mme Faucon, qui parle volontiers de liberté, fait jouer son détestable pouvoir de nuisance en décidant de déprogrammer le film d'un réalisateur qui a le tort considérable, à ses yeux, de vivre à Tel-Aviv.

Mme Faucon, comme nombre de sympathisants propalestiniens à œillères, n'ignore évidemment pas que la liste est longue des États dictatoriaux et voyous, belliqueux et meurtriers, impitoyables avec leurs opposants et agressifs envers leurs voisins ou prétendus ennemis lointains. Pour tous ces pays, Mme Faucon, comme tous les sympathisants propalestiniens à front bas, parvient aisément à faire la différence entre les gouvernements qui les dirigent, d'un côté, et, de l'autre, les artistes qui s'y expriment, quand ils le peuvent. Du moins peut-on le supposer car, sauf erreur, on n'a jamais entendu Mme Faucon ordonner, par exemple, la déprogrammation d'un film chinois, russe ou américain, malgré les occupations militaires du Tibet, de la Géorgie, de la Tchétchénie, de l'Irak et de l'Afghanistan, avec les massacres de civils qu'elles ont entraînés. Il n'y a curieusement qu'un pays au monde où, aux yeux de Mme Faucon et des sympathisants propalestiniens épais, des artistes, par le seul fait de faire œuvre créatrice, « cautionnent la politique de leur pays ».

N'allez surtout pas dire à Mme Faucon que peut se cacher là l'ombre d'un début de commencement d'un antisémitisme au mieux larvé, elle se croit militante pour les droits de l'homme ! Longue vie à toi !

Floréal

Vous pourrez retrouver la rubrique « À la petite semaine » sur le blog http://florealanar.wordpress.com/où figurent aussi les chroniques publiées entre février et juin 2010, ainsi qu'une sélection d'articles rédigés par le passé pour cet hebdomadaire.

Le policier et le pékin

Au travail ou en famille, un flic reste un flic

Maurice Rajsfus

Le dominant ne peut asseoir son pouvoir qu'avec le soutien de forces de l'ordre fidèles. Si les idées ne peuvent passer par la persuasion, la force brutale est mise en œuvre. Dans notre société démocratique, il n'y a pas de citoyens paisibles. Avec la crise économique, et le chômage, nombre de jeunes choisissent de s'engager dans l'armée, faute de disposer d'un diplôme ou d'une formation professionnelle leur permettant de trouver un bon travail. D'autres, qui n'ont peut-être jamais eu l'intention de succomber au travail salarié classique, décident de frapper à la porte de l'institution policière, une fois le baccalauréat en poche. Bien sûr, ils ne sont guère mieux payés qu'un fonctionnaire ordinaire mais ils ont la sécurité de l'emploi. Ce n'est pas le plus important : une fois revêtus de l'uniforme des défenseurs de l'ordre public, les hommes – et les femmes – qui se sont engagés dans cette voie ont le sentiment de disposer d'un pouvoir quasi discrétionnaire. Ce qui les rend tout à la fois fiers de leur condition, et en mesure d'en remontrer à quiconque serait censé se situer hors les lois d'une République dont ils sont prêts à abandonner les principes démocratiques si les ordres reçus les y incitent.

Le type de rapport établi entre le policier et le pékin ordinaire est à sens unique. Le policier ordonne, et le bon citoyen se doit d'écouter sans réagir. Il faut opiner et se satisfaire des conseils suggérés par le fonctionnaire en uniforme. Trop souvent, les échanges n'ont rien d'amicaux, et les ordres sont bien plus aboyés que simplement transmis. Le policier, et sa collègue féminine, ont appris dès l'école de police que le pékin doit les craindre. Ce qui constitue une assurance contre cette possible rébellion du civile constamment agitée par la hiérarchie policière. C'est ainsi que le policier est conditionné pour être très sensible au comportement de quiconque paraît s'opposer à ses injonctions. Cette inquiétude permanente, qui lui est inculqué, le conduit à porter plainte, plus souvent qu'il n'est nécessaire, pour outrage envers sa précieuse personne, suite à une parole supposée déplacée. Il lui arrive également de trainer sur le banc d'infamies pour rébellion cette fois, le pékin qui a mal réagi à sa brutalité verbale, voire physique, d'où cette réaction étonnée de la part de celui qui n'avait rien demandé. Il n'est même pas exclu que tombe l'accusation majeure d'incitation à l'émeute si le citoyen, fort de son bon droit, prend les passants à témoin de l'abus de pouvoir dont il est victime.

Surtout, ne pas parler de convivialité à un policier. Soit il ne connaît pas le mot, soit il estime avoir été injurié à l'aide d'une formule trop lourde de sens à son gré. Persuadé de représenter la loi, et même d'être dans la nécessité de faire appliquer des textes qui n'existent que dans son imagination, le policier est droit dans ses bottes. Jamais il ne permettra à un civil, toujours considéré comme un délinquant potentiel, de lui tenir la dragée haute. On ne doit pas pouvoir contredire un policier, faute de quoi les institutions du pays seraient en péril. Il en va ainsi d'une institution dont les fonctionnaires veulent nous persuader qu'ils sont les représentants de la plus belle démocratie du monde. Les jeunes fonctionnaires qui sortent des écoles de police ont appris qu'ils sont différents du reste de la population qu'ils sont chargés de contrôler. Ce qui les rend arrogants et incapables de supporter le dialogue.

Il va de soi que la police n'a jamais été constituée avec des enfants de chœur, mais il faut bien constater que les rapports police/citoyens ne font que se détériorer. Il est vrai que les uns et les autres n'utilisent pas la même langue ou, tout au moins, le même vocabulaire. Face à un intellectuel, le policier ordinaire se sent tellement stupide que cela peut le rendre vulgaire, voire brutal. Dans le jargon policier (d'expression plutôt courte), chaque mot ressemble à un ordre impératif qu'il faut surtout bien se garder de ne pas prendre au sérieux. Lorsque l'on se considère comme le régulateur d'une société risquant de partir à la dérive, il faut bien que se manifeste un minimum d'autorité. Faute de quoi,

où irions-nous ? C'est à ce niveau de réflexion que se situent deux questions essentielles : est-il possible de vivre harmonieusement sans police ? Les policiers seraient-ils en mesure d'exercer leur activité s'ils ne bénéficiaient que de pouvoirs limités ?

À cette double interrogation, il est utile de répondre par une autre question : la société a-t-elle besoin d'être mise constamment sous haute surveillance ? De façon modérée, il est possible de dire que lorsque policier cessera de considérer ses concitoyens comme des « individus », le climat social ne pourra que s'en trouver amélioré. Si cela pouvait être envisagé, le défenseur de la veuve et de l'orphelin aurait changé de nature.

Pourtant, à aucun moment, le serviteur de l'ordre public ne peut imaginer qu'il fait partie de la communauté citoyenne. Bien sûr, il paraît semblable à ceux qu'il côtoie, hors du service, mais ses tuteurs en école de police n'ont cessé de lui expliquer qu'il se doit d'être policier 24 heures sur 24. D'où cette raideur obligée qui le fait considérer comme un être insensible. Il est peut-être marié et père d'adorables enfants. Pourtant, nous croyons savoir qu'à l'intérieur du foyer familial, les rapports ne sont pas toujours ce qu'ils devraient être. Mentalement, le policier ne sort jamais de son commissariat. Il offre à ses proches, comme à ceux qu'il croise dans la rue, ce visage revêche qui le fait reconnaître instantanément. Même en civil, tout dans son comportement révèle le policier, toujours aux aguets, constamment méfiant, prêt à bondir sur une proie possible. D'où cette difficulté à communiquer paisiblement avec ceux dont on est chargé d'assurer la sécurité.

Le statut du policier ne peut que conduire l'homme (ou la femme) en uniforme à se sentir étranger dans le pays qu'il est chargé de contrôler. Pourquoi en irait-il différemment lorsque, de retour à la maison, il se dépouille de sa livrée ? D'où sans doute le nombre de divorces, même si les deux membres du couple sont également serviteurs de l'ordre. D'où également les suicides nombreux au sein du corps policier. Pour ceux-là, il faut bien admettre qu'ils ont peut-être pris conscience de leur appartenance à l'espèce humaine avec, peut-être, la désespérance de ne pouvoir s'y comporter convenablement, vu la profession qu'ils ont choisi. Étant désormais irrécupérables pour la police et, dans le même temps, rejetés aussi bien par leurs proches que par leur entourage, ils peuvent décider de se supprimer. Dommage, s'ils étaient efforcés de rester à leur poste, peut-être auraient-il pu convaincre leurs collègues de rester d'authentiques gardiens de la paix…

Dans les pays dits de civilisation avancée, il est étonnant de constater le poids représenté par les forces de l'ordre. Déjà, utiliser ce terme de « force de l'ordre » pourrait signifier qu'il y aurait désordre à craindre en permanence, à moins qu'il ne soit déjà installé. Ce qui nécessite de surveiller étroitement une population réticente à respecter les édits. D'où cette attention particulière portée aux policiers et aux gendarmes par des gouvernements pas toujours persuadés de leur légitimité. C'est là un constat qu'il est difficile de nier : moins un pouvoir est populaire, plus les hommes en arme chargés de le défendre sont nombreux. En ne nous intéressant qu'aux pays où la démocratie est censée être parfaite, les chiffres sont plutôt édifiants. Pour ne prendre que la France en exemple, il y a, si l'on ajoute aux policiers et aux gendarmes, les polices municipales et les polices semi-privées comme celles de la SNCF et des transports en commun, sans oublier les douaniers, nous arrivons à un total de quelque 300 000 hommes (et femmes), habilités à jouer de la matraque et, le cas échéant, à ouvrir le feu. Soit environ 2 % de la population. La France est donc sous la haute surveillance d'une infime minorité de mercenaires disposant, par délégation, de pratiquement tous les pouvoirs sur les pékins. Y compris de tuer, en légitime défense. Même si la peine de mort a été abolie dans ce pays en octobre 1981.

Ce serait une erreur de négliger l'existence d'une armée professionnelle forte de 250 000 hommes (et femmes), fréquemment missionnés sur des territoires extérieurs, dont certains chefs n'hésitent pas à proclamer, à l'occasion, que l'ennemi n'est pas forcément aux frontières. D'où cette réflexion allant de soit : l'armée serait également apte à combattre l'ennemi intérieur. Ce que le général de Gaule avait déjà envisagé, en mai 1968. Comme, en matière répressive, il n'y a pas de limite, n'oublions pas que les 125 000 salariés des sociétés privées de sécurité sont parfaitement aptes à servir de supplétifs, si cela devrait s'avérer nécessaire. Notre société démocratique est donc bien encadrée, à l'excès même. Peut-on dire que nos libertés fondamentales sont menacées par l'existence de ces cohortes armées ? Sans aucun doute ! Ce qui signifie clairement, quel que soit leur uniforme et leur autorité de tutelle, que tous ceux-là n'hésiteront jamais à mettre en œuvre les pires moyens pour protéger leurs maîtres du moment. Au nom d'un certain ordre, le pékin restera toujours un délinquant potentiel aux yeux du policier.

M.R.

Cent ans d'anarcho-syndicalisme

La CNT espagnole souffle ses cent bougies

Ramon Pino

Groupe Pierre-Besnard

Sous ce titre, et afin de célébrer le centenaire de la naissance de leur organisation (1er novembre 1910), nos camarades anarcho-syndicalistes espagnols ont eu la bonne idée de publier sur Internet un véritable pavé abordant différents aspects de leur histoire. Ce document de soixante-trois pages peut être consulté sur différents sites [1].

Il se divise en deux parties : d'abord les chroniques, qui permettent à leurs auteurs de retracer le parcours de la CNT (Confédération nationale du travail)en évoquant certains faits historiques, puis, les chapitres concernant la culture anarchiste, qui mettent en évidence la pénétration des idées libertaires dans la société espagnole. Le tout étant suivi de trois interviews. La richesse et l'importance de ce travail ne nous permettent pas, pour l'instant, d'en rendre compte intégralement. En attendant une traduction complète de certains des trente-six chapitres, nous vous proposons ici un résumé des douze chroniques constituant la première partie, en attendant – dans un prochain numéro du *Monde libertaire* – le résumé des vingt-quatre derniers chapitres qui constituent la seconde partie.

Coup d'œil sur cent ans d'histoire passionnée et turbulente ; ses victoires, ses défaites, malgré ou grâce à ses contradictions, nous avons là un siècle d'existence de la CNT qui, plus qu'un syndicat, a été un projet de société.

L'aube anarchiste (1902-1909)

Devant l'incapacité de l'UGT [2], courroie de transmission du PSOE [3], à rassembler tous les mouvements de protestation, ainsi que face aux échecs des anarchistes à créer une organisation plus large, les travailleurs en général, et les libertaires en particulier, étaient chaque jour plus conscients de la nécessité de forger une organisation ouvrière défendant leurs revendications. Ce fut l'œuvre de la première décennie du XXe siècle qui devait donner naissance à la CNT. De la Fédération des sociétés ouvrières de résistance espagnoles à la Fédération ouvrière de Barcelone, les stratégies s'affinent et vont déboucher sur l'anarcho-syndicalisme, conjuguant les formes d'action bakouniniste avec le syndicalisme révolutionnaire de Fernand Pelloutier.

Barcelone devient l'épicentre du mouvement libertaire, la presse anarchiste se développe, les grèves se multiplient et, en 1907, les sociétés ouvrières de Barcelone créent Solidaridad Obrera [4], organisation qui, trois ans plus tard, se transformera en CNT.

Sur les origines de la CNT

En raison de la répression étatique de la « Semaine tragique [5] », Solidaridad Obrera ne put tenir son congrès en 1909. Il fallut attendre la fin de l'année 1910 pour qu'il ait lieu à Barcelone, avec comme ambition de transformer une organisation catalane en organisation nationale sous le nom de CNT, et pouvoir ainsi rivaliser avec l'UGT, la centrale syndicale d'orientation socialiste. Le développement de la CNT fut foudroyant : ses effectifs passèrent de 30 000 adhérents à sa naissance à 700 000 neuf ans plus tard (congrès de Madrid). Joan Zambrana, rédacteur de ce chapitre, regrette que dans le même temps l'influence du syndicalisme libertaire perdit de sa force en France et en Italie, laissant ainsi en Europe, la CNT pratiquement seule à défendre l'anarcho-syndicalisme.

L'essor anarcho-syndicaliste

Au cours du congrès de Sants (1918), la CNT va redéfinir son fonctionnement, abandonnant les fédérations de métiers pour les remplacer par des syndicats uniques d'industrie regroupant tous les travailleurs d'une même branche de production, ceci afin de mieux affronter le mode de production capitaliste.

L'année 1919 va voir les affrontements contre les patrons se durcir pour déboucher à Barcelone sur la mythique grève de La Canadienne (compagnie d'électricité), qui s'étendra à tous les secteurs d'activité, y compris au syndicat des arts graphiques qui appliquera la « censure rouge », refusant ainsi de publier le décret de réquisition décidé par les autorités catalanes. La CNT sortira victorieuse de ce conflit, mais de nombreux adhérents seront emprisonnés pour « faits de violence », ce qui les incitera ensuite à rendre coup pour coup aux groupements patronaux (syndicats « libres »).

La CNT sous la Seconde république

Dans ce chapitre, Anna Monjo nous explique les difficultés de la CNT dans les deux premières décennies suivant sa création. Les différentes périodes de dictature (répression, clandestinité) provoqueront une radicalisation de plus en plus forte de la part de nombreux militants. L'avènement de la Seconde république (1931) suscitant l'enthousiasme dans la classe ouvrière, deux positions divisent la CNT entre les « anciens » (Pestaña, Peiró, etc.), qui axent leur militantisme sur l'organisation et le renforcement du syndicat, et les « jeunes modernes » (García Oliver,

Ascaso et Durruti), qui pensent que l'avènement d'une république bourgeoise peut déboucher sur l'opportunité d'une période révolutionnaire. De 1931 à 1933, ces deux tendances vont s'affronter au sein de la CNT qui verra finalement la victoire des « radicaux » et des faïstes [6] sur les « modérés » ou trentistes [7], qui seront exclus en 1933 mais réintégrés au congrès de Saragosse (mai 1936), deux mois avant le putsch des militaires suivi de la riposte ouvrière victorieuse dans les deux tiers du territoire espagnol.

Des comités de défense aux milices

Agustí Guillamón nous rappelle l'origine des comités de défense de la CNT, organismes issus des premiers groupes armés d'autodéfense (lutte contre les *pistoléros* du patronat dans les années 1919 à 1923) dont le but était de « préparer les armes nécessaires en cas d'insurrection, d'organiser les groupes de choc dans les différents quartiers populaires, etc. », ce que García Oliver définissait comme « gymnastique révolutionnaire ».

Le CNCD (Comité national des comités de défense) dépendait exclusivement de la CNT. D'où le constat que nombre de ces comités regroupaient des membres d'un même syndicat de la CNT. Après le 19 juillet 1936, certains de ces comités de défense parviendront à se constituer en centuries des milices populaires qui partiront immédiatement (dès le 24 juillet 1936) lutter contre les forces fascistes sur le front d'Aragon.

Ces comités de défense dépasseront la notion de groupes d'autodéfense pour se transformer en organismes préparant la révolution, faisant face aux problèmes de renseignement, d'enquêtes, d'armement, de tactique, en prévision d'une longue guerre civile. Sans aucune transition, ils se transformeront en milices populaires luttant contre le fascisme, devenant ainsi l'organisation armée du prolétariat révolutionnaire. À l'arrière, ils se constitueront en comités révolutionnaires de villages ou de quartiers (dans les villes). Leur tâche sera multiple : émission de bons pour l'alimentation, de sauf-conduits, création de coopératives, entretien et fonctionnement des hôpitaux, célébration des mariages, paye des miliciens, financement des écoles rationalistes et des athénées gérés par les Jeunesses libertaires.

À côté, le CCMA (Comité central des milices antifascistes [8]) souhaitait, lui, contrôler les comités locaux révolutionnaires pour exercer le pouvoir dans la rue et les usines jusqu'à sa dissolution et au rétablissement du pouvoir de la Généralitat (gouvernement catalan). Le décret de militarisation des milices ouvrières compléta ce désastreux bilan, en transformant des milices de volontaires révolutionnaires en une armée bourgeoise de type classique aux ordres de la Généralitat, ce qui provoquera un grand mécontentement au sein de la Colonne Durruti aboutissant à l'abandon du front d'Aragon par des centaines de volontaires retournant à l'arrière avec leurs armes. Ils seront à l'origine de la création du groupement des « Amis de Durruti » qui s'illustrera sur les barricades de Barcelone en mai 1937. Ce refus de la militarisation fut également plus ou moins exprimé dans toutes les colonnes confédérales qui, en février 1937, se réunirent en assemblée pour en discuter : les menaces du gouvernement central et de la Généralitat (déjà bien infiltrés par les cadres staliniens) de ne pas leur fournir d'armes et de dispatcher les miliciens dans d'autres unités ayant déjà été militarisées finiront par les convaincre d'accepter cette militarisation (y compris la récalcitrante Colonne de Fer de Valence).

On arriva ainsi à mai 1937 et à la provocation du central téléphonique. La Généralitat et le PSUC [9] voulaient mettre au pas la CNT. Les comités de défense des quartiers de Barcelone répliquèrent immédiatement en dressant de nombreuses barricades qu'ils tiendront une semaine. Mais les appels à cesser le feu des dirigeants cénétistes (et notamment des « camarades ministres ») semèrent la confusion et démoralisèrent les anarchistes. Les comités de défense furent ensuite dissous un à un jusqu'en septembre 1937, la contre-révolution gagnant du terrain chaque jour jusqu'au désastre final. Agustí Guillamón traite également ce sujet dans son ouvrage *Barricades à Barcelone*, mais avec une conclusion beaucoup plus critique (et sous certains aspects plus discutables) par rapport à la stratégie de la CNT.

Le développement de la CNT fut foudroyant : ses effectifs passèrent de 30 000 adhérents à sa naissance à 700 000 en 1919.

Mujeres Libres, dans la guerre et l'exil

Dans ce passage, Antonina Rodrigo fait l'historique de Mujeres Libres (Femmes libres), la fusion de deux mouvements de femmes à Barcelone et Madrid (1934) qui édite la revue éponyme pour diffuser les informations et revendications des femmes. Avec le déclenchement de la guerre civile, cette publication se transforme en organe de combat collant aux événements tout en étant une revue d'orientation et de documentation sociale. Un des principes de Mujeres Libres fut de conserver son indépendance, y compris au sein du mouvement libertaire. Ce qui explique également sa non-adhésion à l'Association des femmes antifascistes dont les activités étaient dirigées et contrôlées par le PCE (Parti communiste d'Espagne). « Mujeres Libres a la personnalité propre d'une organisation révolutionnaire, avec des objectifs concrets et une conscience

claire de sa mission, qui va au-delà du simple et limité antifascisme. » Et, face au comportement parfois « machiste » constaté chez leurs compagnons du mouvement libertaire, elles affirment dans le numéro 12 de leur revue : « Non, compagnons, non ; la femme dans ses revendications ne prétend pas obtenir de compétence par opposition à vous, mais unir son énergie à la vôtre. Car pour la femme, se défendre c'est aussi vous défendre. »

Dans l'exil, les membres de Mujeres Libres connaîtront le même parcours que leurs camarades, à savoir les camps de concentration français, puis l'incorporation dans la Résistance afin de poursuivre la lutte antifasciste. Beaucoup d'entre elles finiront dans les camps d'extermination nazis. Plus tard, les survivantes feront paraître la revue *Mujeres Libres en el exilio* (Femmes libres en exil).

Les collectivisations en Catalogne

En Catalogne, la défaite du soulèvement militaire du 18 juillet 1936 entraîna l'effondrement complet de l'État. Les travailleurs, qui avaient joué un rôle essentiel dans la victoire sur les factieux, entamèrent immédiatement une large et profonde transformation révolutionnaire de la société catalane sur la base des principes anarchistes et anarcho-syndicalistes de la CNT-FAI. Cette organisation, majoritairement influente chez les travailleurs, tenta et réussit en partie à mettre en pratique le socialisme libertaire dans une société industrialisée, donnant lieu à une expérience unique au monde, aussi éloignée du capitalisme que du socialisme d'État. Antoní Castells nous explique le développement des collectivisations dans les différents secteurs (agraires-industriels), l'affrontement entre ceux qui voulaient développer ces collectivisations (CNT-FAI-JJLL et Poum) [10] et ceux qui s'y opposaient (ACR-UR-PSUC-UGT) [11], ainsi que les manœuvres de l'État catalan (Généralitat) et de l'État espagnol pour freiner et supprimer ces collectivisations.

La CNT dans le gouvernement

Bernat Muniesa nous plonge ici au cœur de la question : que sont allés faire les anarchistes au gouvernement ? Pourquoi les responsables de la CNT, les vainqueurs du 19 juillet 1936, maîtres de la rue et des usines, choisissent-ils la collaboration gouvernementale ? En leur temps, les réponses des intéressés étaient bien peu convaincantes. Mais un constat : cette décision facilitera le travail de sape des non-révolutionnaires qui aboutira à la contre-révolution en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. Bernat Muniesa consacre évidemment un chapitre entier aux événements de mai 1937 à Barcelone, qui verront cette contre-révolution à l'œuvre.

La CNT et la lutte contre le franquisme

Octavio Alberola retrace le parcours de Défense intérieure (DI), bras armé de la CNT en exil, chargé de combattre la dictature par des attentats ciblés, voire par la suppression physique de Franco. Défense intérieure eut six mois d'existence jusqu'à ce que la CNT en exil décide de ne plus participer à cet organisme qu'elle avait créé, laissant seuls les membres de la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) animer la lutte anti-franquiste. Ferran Aisa complète cet historique par celui des guérillas urbaines de 1945 à 1963.

La lutte continue

Ce chapitre est une critique du système d'organisation de la CNT (clandestine de l'intérieur ou en exil) sous la dictature franquiste : arrestations et élimination des comités de la CNT les uns après les autres sans changement de stratégie de l'organisation, bureaucratisation de la CNT depuis les années 1936-1939 (et on reparle de la participation gouvernementale) et accélération de cette bureaucratisation dans l'exil.

Plus qu'une étude de ce phénomène, Paco Madrid regrette ici le manque d'analyse profonde et d'autocritique existant à ce jour. Pour compléter cet aspect de la lutte antifranquiste, Carles Sanz nous brosse un portrait du Mil (Mouvement ibérique de libération), et de son plus célèbre membre : Salvador Puig Antich.

L'escroquerie cynique de la transition

Constat lucide et sans complaisance de ce qu'a été la « transition démocratique » espagnole. L'auteur – José Luis García Rúa – rappelle ici que plus de la moitié des Espagnols n'approuvèrent pas (par un vote contre ou par abstention) la nouvelle constitution post-franquiste. La droite et le PSOE l'entérinèrent en se mettant d'accord pour ne plus évoquer la guerre civile et les questions qui fâchent, seul moyen pour les socialistes d'avoir une chance d'accéder au pouvoir, ce qui finit par arriver (en reconnaissant la monarchie et en considérant le système politique en place comme « n'étant pas une démocratie mais fonctionnant comme telle »).

Les années suivant la mort de Franco verront donc les manœuvres politiciennes qui amèneront au pouvoir Adolfo Suarez, c'est-à-dire la droite propre sur elle (on évite de rappeler le rôle des uns et des autres sous Franco), puis les socialistes de Felipe Gonzales avec au milieu l'intermède tragi-comique du putsch manqué de Tejero. Le pendant à ce constat nous est donné par Pepe Ribas avec une évocation des Journées libertaires de juillet 1977 à Barcelone.

La CNT pendant la transition

À l'énorme espérance soulevée par la mort de Franco s'ajoute une réorganisation de la CNT de l'intérieur (de l'Espagne), avec de grands rassemblements libertaires, puis de nouveau les dissensions, les divisions, les exclusions, les scissions, sans parler de la répression étatique ; tout cela va laisser une CNT très affaiblie. Toutefois, une organisation qui fête ses 100 ans en 2010 démontre, par ce simple fait, la vitalité de l'idée anarcho-syndicaliste. Just Casas conclut en estimant qu'il est « fondamental que soit possible l'unité dans un tout divers et pluriel ». En appendice à ce chapitre, deux additifs : le cas Scala (1978), la rencontre anarchiste mondiale et l'exposition anarchiste internationale.

Comme nous l'avons dit au début, la lecture de ce document de soixante-quatre pages est vivement conseillée. Ceux qui comprennent le castillan peuvent y avoir accès sur les sites indiqués plus haut. Pour les autres, nous nous proposons de traduire plus tard intégralement certains chapitres qui nous paraissent particulièrement intéressants (le choix sera quand même difficile !). Encore un mot : les différentes centrales anarcho-syndicalistes espagnoles organisent tout au long de cette année des manifestations, des conférences et des débats dans différentes villes d'Espagne. On trouve les lieux et dates sur leurs sites respectifs.

H. P

1. soliobrera.cnt.es et solib
2. UGT : Union générale des travailleurs, fondée en 1888.
3. PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol, fondé en 1879.
4. Solidaridad Obrera : Solidarité ouvrière, créée en 1907. Elle se transformera en CNT trois ans plus tard. Son organe de presse du même nom deviendra plus tard le quotidien de la CNT régionale catalane.
5. Semaine tragique : émeutes à Barcelone en juillet 1909. La répression est féroce. Francesco Ferrer sera exécuté à la suite d'une parodie de procès.
6. Faïstes : membres de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) créée en 1927.
7. Trentistes : partisans de la tendance plus modérée regroupée autour du manifeste des Trente.
8. CCMA : Comité central des milices antifascistes. Créé le 21 juillet 1936 et dissous le 26 septembre de la même année.
9. PSUC : Parti socialiste unifié de Catalogne, créé en 1936. Il s'agit de l'équivalant catalan du Parti communiste espagnol (stalinien).
10. FAI : Fédération anarchiste ibérique.
11. JJLL : Jeunesses libertaires.
12. Poum : Parti ouvrier d'unification marxiste (non stalinien).
13. ACR : Action catalane républicaine.
14. UR : Union républicaine.

Front communal
en défense de la terre
La lutte et la répression continue à Atenco

Saúl Rios Romero
Marta Pérez Pineda
Trini Ramírez

Recevez un salut rebelle et fraternel, venu du centre de la République mexicaine, de la part des villages vivant sur les berges de l'ancienne lagune de Texcoco.

Qui sommes-nous ?

- Des peuples indigènes.
- Semi-ruraux.
- Nous sommes situés à environ 40 kilomètres à l'est de la ville de Mexico.
- Notre commune est composée de cinq bourgs : Ixtapan, Nexquipayac, Acuexcomac, Atenco et Zapotlan ; et d'environ 40 000 habitants.

Éléments du contexte historique

Nous, qui constituons le Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra (FPDT, Front communal en défense de la terre), descendons des premiers habitants des terres de Texcoco, Atenco et Chimalhuacan. À une lointaine époque, nos ancêtres, qui faisaient partie des tribus nahuatlacas, se sont établis sur les rives de ce qui était alors le lac de Texcoco. Par conséquent, nos communautés existent depuis longtemps avant que ces terres ne soient nommées « mexicaines » ou « américaines ».

Nos ancêtres furent vaincus, soumis à l'esclavage et dépossédés de ces territoires lors de la conquête coloniale espagnole. Jusqu'en 1910, où la révolution mexicaine impulsée par Emiliano Zapata, vit le soulèvement des communes sous les bannières de « Terre et liberté » et « La terre à ceux qui la travaillent ». Le triomphe de la révolution permit de récupérer ces territoires. C'est alors que fut réalisée la distribution de terre aux peuples indigènes sous la forme agraire d'*ejido* qui établit que les terres sont communautaires, servent exclusivement à la culture, qu'elles sont invendables et que l'on peut les enlever à ceux qui ne les travaillent pas.

Ces derniers temps, ces terres servent à notre propre consommation. Elles produisent du maïs, des haricots, de la luzerne, des bettes, des épinards, des courges, etc.

Origine du conflit

Le 22 octobre 2001, le gouvernement fédéral décrète l'expropriation de 11 500 hectares, parmi lesquels 5 400 sont des terres productives appartenant à Atenco, en offrant en compensation 7,20 pesos par mètre carré. Le projet était la construction du nouvel aéroport international de la ville de Mexico, violant ainsi les droits naturels et sociaux de nos communes à décider de l'usage d'un territoire qui leur a toujours appartenu.

Cette expropriation violait également l'article 115 de la Constitution mexicaine qui reconnaît aux communes le droit de décision en ce qui concerne l'usage de leurs terrains.

Ajoutons que nous ne fûmes jamais informés ou consultés comme l'établit l'article 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui a été ratifié par le Mexique en tant que norme constitutionnelle et dont l'article 6 exprime que « ne seront pas imposés des processus de développements économiques, politiques qui affectent les vies, croyances, institutions ou bien-être ainsi que les terres de ceux qui les occupent ou les utilisent d'une manière ou d'une autre ».

Nous, FPDT, nous sommes organisés et avons décidé de défendre notre territoire. Voici quelques-unes des raisons ayant motivé cette décision :

- Nous sommes les occupants originaires de ces terres.
- Nos terres et nos vies n'ont pas de prix. Leurs valeurs ne sont pas côtées sur le marché.
- La terre est notre identité.
- Nous rejetons un progrès qui n'apporte que pauvreté au plus grand nombre, qui nie notre identité, qui se nourrit de l'expulsion et de la subordination du peuple.
- Il est hors de question de construire un aéroport sur l'ancien réservoir d'eau de Texcoco et sur nos terres car cela ne ferait qu'augmenter dramatiquement les déséquilibres écologiques de cette zone.
- L'aéroport détruirait les quelques lacs servant de refuge à une population d'oiseaux estimée entre 100 000 et 300 000 spécimens selon la saison.
- Les zones de réserve des nappes phréatiques seraient réduites, ce qui aurait comme conséquence de faire croître la pénurie d'eau, la salinité des terrains alentour et surtout d'augmenter les risques d'inondation de vastes zones du sud-est de la vallée de Mexico. Pratiquement, ça aurait fait disparaître une bonne partie des réserves d'eau locales.
- Ce projet n'aurait bénéficié qu'à des entreprises nationales ou multinationales qui suivaient un plan d'intégration économique dans toute l'Amérique centrale connu comme Plan Puebla Panama (ou Plan Mésoamérique) ainsi qu'aux intérêts du capital financier (FMI, Banque mondiale, etc.).
- Nous refusons l'aéroport car il n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de conquête, une nouvelle invasion qui se cache derrière les noms de progrès et de modernité.

Nos manières de lutter

- Par le droit, la raison et la force de la parole (assemblée),
- Par la mobilisation sociale,
- Par des marches et des manifestations publiques,
- Des meetings,
- Des forums d'information et d'alerte,
- Des tracts, affiches et posters,
- Des interventions dans les écoles, universités, places publiques, marchés,
- Des tournées dans tous les États de la République,
- Par la musique, le théâtre, la danse,
- En mettant en avant le symbole de la défense de la terre : la machette qui représente le tra-

vail au champ, l'aliment qu'on en tire et qui exprime une culture respectant la terre, une culture bâtie autour du maïs, base de l'alimentation et de la vie collective.

Le triomphe

Dix mois de lutte acharnée en ont découlé. Pendant toute la période, nous fûmes copieusement réprimés et un de nos camarades, José Enrique Espinoza Juarez, fut assassiné. On nous a stigmatisés en nous traitant de violents, d'ignorants, d'ennemis du progrès et du développement national. Et pourtant, la force du droit et de la raison, la solidarité nationale et internationale, les médias honnêtes et alternatifs et la force des convictions de nos gens mirent en déroute l'imposition de l'aéroport. Finalement, le 2 août 2002, le gouvernement se vit forcé d'abroger le décret d'expropriation qui n'avait jamais démontré son utilité publique et annula le projet d'aéroport.

Nous avons mené une lutte sociale pacifique et n'avons jamais tiré de coups de feu ni tué quiconque.

La solidarité avec les autres luttes

La lutte pour défendre la terre nous a éveillés à la réalité de l'impact du néolibéralisme et de la mondialisation. C'est pourquoi nous avons choisi de rester unis et organisés, comme FPDT, afin d'améliorer les conditions de vie de nos communes et nous avons décidé d'être solidaires avec les luttes sociales de notre pays.

La vengeance du gouvernement

Chronologie des faits qui ont marqué notre histoire :

- 25 avril 2006 : l'Autre campagne passe par Atenco et nous adhérons à la Sixième déclaration de la forêt lacandone.
- 2 mai : une table de négociation se tient au bureau du sous-procureur de l'État de Mexico avec les autorités de l'État au sujet du respect au droit du travail de nos frères fleuristes des villages de Texcoco. Ceux-ci avaient été violemment expulsés de leur marché quelques mois auparavant et avaient demandé l'aide du FPDT. Ce jour-là, un accord fut passé permettant la vente de fleurs pour les 3, 10 et 15 mai et ordonnant aux policiers gardant le marché de se retirer.
- 3 mai : à 5 heures du matin, les fleuristes accompagnés du FPDT se présentèrent au marché de Texcoco mais le gouvernement de l'État n'avait pas tenu parole. Ce furent des centaines de policiers qui provoquèrent des affrontements et arrêtèrent des membres du FPDT et des fleuristes. Pour riposter, nous avons bloqué un grand axe en exigeant que le gouvernement tienne parole et libère nos camarades. Sa réponse fut le silence et il envoya des centaines de policiers armés pour débloquer la route. Ceux-ci assassinèrent un adolescent de 14 ans, Javier Cortes Santiago, qui passait par là. La population arriva à stopper les policiers et à les mettre en fuite avec des pierres et des bâtons.
- 4 mai : le lendemain, ce furent 3 500 policiers puissamment armés qui envahirent Atenco. Ils réalisèrent des arrestations arbitraires et enlevèrent plus de 200 personnes, dont des mineurs et des personnes âgées. Les gens arrêtés furent torturés et les femmes violées. Parmi les détenus se trouvaient cinq étrangers qui vécurent ces terribles expériences.

Bien des actions ont été menées pour libérer tous les prisonniers politiques d'Atenco. Aujourd'hui, il reste douze personnes en prison qui purgent des peines qui vont de trente et un ans, pour neuf d'entre elles, à soixante-sept ans et six mois pour Felipe Alvarez Hernandez et Hector Galindo, et jusqu'à cent douze ans pour notre camarade Ignacio del Valle, enfermés dans une prison de haute sécurité. Et il reste encore des personnes menacées par des mandats d'arrêt.

Le comité « Liberté et justice pour Atenco » a été formé à la demande des évêques Samuel Ruiz et Raúl Vera, et plus de trente personnalités (écrivains, religieux, artistes, musiciens, universitaires) l'ont rejoint.

Un inlassable travail juridique s'est mené dont voici les résultats. En ce moment, le « cas Atenco » est devant la Cour suprême de justice de la nation, plus haut organisme judiciaire du Mexique, et nous attendons un verdict qui peut tomber ces jours-ci. Nous avons présenté suffisamment de preuves de l'innocence de nos camarades et nous sommes sûrs qu'ils seront libérés. Mais le gouvernement de l'État de Mexico, avec à sa tête le gouverneur Enrique Peña Nieto, continue sa sale besogne et il a délivré neuf ordres d'arrestations contre nos trois camarades qu'il rendrait effectifs s'ils étaient libérés, les remettant aussitôt en prison.

Cette année, notre avocat, Leonel Rivero Rodriguez, a produit neuf *habeas corpus* indirects contre ces ordres d'arrestations, ce qui provoque une énorme quantité d'audiences judiciaires. Notre avocat a une équipe de collègues pour répondre aux attaques du gouvernement. Cela nous a créé des dépenses excessives, mais qu'au FPDT nous considérons justifiées, car il n'est plus temps d'aller au rythme du gouvernement mais d'attaquer les mandats d'arrêt pour assurer la continuité de notre défense.

Notre cas a été instruit, entre autres, par l'Onu, Amnesty International, la Commission civile internationale des droits humains (CCIODH).

Nous sommes en contact avec des collectifs et organisations en France, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Hollande et ailleurs.

Bien entendu, vous êtes cordialement invité à nous rendre visite quand vous voulez et à voir l'histoire détaillée sur atencofpdt.blogspot.com

Nous vous remercions de votre attention et sommes à votre disposition.

Zapata vit ! La lutte continue !

S. R. R., M. P. P., T. R.

Nous sollicitons votre soutien financier et solidaire afin de payer la défense de nos compagnons enfermés. Les frais juridiques se montent à plus de 320 000 pesos (19 000 euros environ). Nous avons un compte en banque en Espagne :
CAJASTUR
2048-0135-01-3404000042.
En décembre 2007, nous avons reçu le prix des droits humains de la ville de Pola de Siero, Asturies, Espagne. Voilà la raison de ce compte bancaire.

Attaque sur la flottille de la liberté

Communiqué de la Fédération anarchiste italienne

La sanglante attaque militaire israélienne conduite dans les eaux internationales contre le convoi naval de solidarité avec la population de Gaza s'est achevée dans le sang. C'est un acte intolérable de privation et de violence d'un gouvernement toujours plus incapable de sortir des spirales de sa propre politique abusive, colonialiste, empreint d'un nationalisme toujours plus marqué et d'un intégrisme croissant. Cette fois, les victimes étaient des personnes solidaires. De partout dans le monde, elles voulaient porter aide et soutien humanitaire à une population épuisée par l'embargo sur terre et mer, qui n'a fait qu'accentuer les souffrances après l'agression criminelle de l'opération « Plomb fondu ».

Chaque jour, la politique de la poigne de fer se fait sentir contre les opposants à la politique du gouvernement israélien dans les territoires occupés et en Israël : contre ceux qui s'opposent au Mur, à la destruction des maisons palestiniennes, à l'expropriation arbitraire des terrains, aux milles abus qui rendent la vie quotidienne difficile pour la population arabe d'Israël et des territoires. Une politique qui, bien sûr, n'est pas en mesure de mettre pleinement en œuvre ses objectifs si ce n'est de recourir à un acte infâme comme le massacre de militants humanitaires pour rendre crédible sa détermination.

Mais quel est le prix que le peuple du Moyen-Orient, y compris Israël, aura à payer pour continuer à soutenir cette détermination ? Quelle folie devrons-nous encore enregistrer avant d'arriver à un revirement important vers la restauration de la paix dans ces territoires tourmentés ? Si on arrive à considérer comme une provocation intolérable l'envoi d'un convoi humanitaire, quelle réponse aurons-nous contre la construction de centrales nucléaires en Iran ? Le vent de la guerre se remet à souffler fort dans un monde de plus en plus traversé par le fondamentalisme religieux, le nationalisme et les prétentions civilisatrices.

Les anarchistes, depuis toujours, refusent et méprisent la guerre, fratricide et destructrice, qui s'oppose à la révolution sociale comme moyen de libération de l'humanité ; c'est pourquoi ils ont toujours déploré les luttes entre les peuples et indiqué que seule la lutte contre les classes dominantes est une sortie à la crise sociale. Mais ce n'est pas pour cela qu'ils sont insensibles aux conséquences des politiques colonialistes et nationalistes et, si un conflit se produit, comme en terre palestinienne, entre deux peuples, ils soutiennent celui qui, dans cet instant, défend sa vie, sa dignité, son indépendance.

Les États ont toujours divisé la population en imposant des frontières. La création de l'État d'Israël n'a non seulement pas résolu les besoins de la population juive résidente ou de celle qui a échappé aux camps de la mort, mais elle a créé, en Palestine, un bastion militariste et autiste, rempart des intérêts stratégiques de l'impérialisme américain et de l'Union européenne, et a développé un conflit permanent avec la population existante, imposant une domination de type coloniale.

De même, l'objectif de créer un État palestinien, même s'il apparaît comme une étape dans la libération d'un peuple opprimé et exploité, est en fait une nouvelle cage qui renforce les sentiments nationalistes en perdant la conscience des intérêts de classe et de l'importance de la lutte sociale contre les dominateurs et les exploiteurs de tous types et toutes les ethnies. Toutes les luttes de libération nationale l'ont enseigné : il n'existe pas de libération économique et sociale en dehors de son auto-organisation de classe, et l'enracinement des luttes de libération nationale dans les communautés interclassistes nationales est le tombeau des projets pour un vrai changement social basé sur l'égalité et la liberté.

Le dépassement de l'état de guerre qui ensanglante cette région pourra se faire par l'annihilation et la destruction d'une des deux parties – solution exposée par les grands et petits impérialismes dans leur partie d'échecs pour la domination du monde – ou par la destruction définitive des barrières artificielles, ethniques, politiques et religieuses, et la contribution aux peuples pour la construction d'une société plus juste et humaine. L'existence de collectifs de Palestiniens et d'Israéliens qui s'opposent aux politiques gouvernementales, à la construction du Mur, qui soutiennent les déserteurs israéliens au service militaire, qui se mobilisent contre le militarisme, prouve une fois de plus que ce qui peut unir, comme la solidarité et la lutte, est plus fort que ce qui divise.

Et alors ce n'est pas une coïncidence si les morts d'aujourd'hui sont des activistes humanitaires désarmés, expression de la société civile internationale déterminée et vue comme l'avant-garde dangereuse d'un processus de paix et de solidarité parti d'en bas, apte à éroder la base d'un pouvoir de plus en plus anachronique, violent, anti-humain. Pour eux, tout notre soutien et notre solidarité !

Commission des relations internationales de la FAI

Traduit par Nico

Chartes de pirates et délégation de pouvoir

Deux livres dont les traductions françaises sont parues ces dernières années (*Pirates de tous les pays* de Markus Rediker, éditions Libertalia, Paris 2008 et *Bastions pirates* du collectif Do or Die, éditions Aden, Bruxelles, 2005) présentent le grand intérêt de ne pas se contenter de raconter des histoires de bruit et de fureur et de ne pas sacrifier exclusivement au folklore pirate pour mieux le repousser dans le révolu. Ils invitent à la réflexion sur les chartes des pirates en vigueur à bord des navires, faisant de ces derniers des microsociétés à caractère libertaire : l'île utopique a pris le large sous le pavillon noir…

Comme l'écrit Markus Rediker : « Ils [les pirates] fournissent un modèle alternatif de conduite du bateau de haute mer », ce qui est évidemment loin d'être sans conséquence : aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, l'ordre à bord du navire marchand ou militaire se caractérise par la toute puissance du capitaine et des officiers. Loin de la terre, décisions et punitions arbitraires, rationnement et mauvais traitements infligés aux marins font du navire l'image parfaite de la société hiérarchisée et despotique où le pauvre diable ne pèse rien. Le refus de cet état de fait et le désir de prendre son destin en main feront un pirate du marin soumis à toutes les avanies et humiliations.

L'acte fondateur de l'équipage pirate est la mutinerie qui permet la prise de contrôle du navire. L'équipage s'étoffera ensuite de déserteurs et des marins qui, sur les navires arraisonnés, choisiront de devenir pirates. Compte tenu des mauvais traitements dans les flottes de l'époque, ces derniers sont nombreux : l'égalité à bord du navire pirate contraste singulièrement avec ce qu'ils ont connu dans leur existence maritime.

C'est l'assemblée de tous les marins qui détient le pouvoir souverain à bord du navire pirate. La vie y est réglée par une charte qui peut varier dans les détails d'un navire à l'autre. Le capitaine et les officiers sont élus parmi l'équipage et peuvent être démis, ce qui constitue une opposition totale avec le système à bord des navires réguliers où capitaines et officiers sont imposés de l'extérieur avec des pouvoirs illimités sur les gueux de l'entrepont et où seul l'armateur ou l'amirauté peut démettre un commandant. Cette limitation du pouvoir est ce qui choqua le plus les capitaines ou officiers retenus prisonniers par les pirates. À partir du moment où il n'y a plus de Dieu (et l'incroyance des marins revient souvent dans les prêches de l'époque), il ne saurait y avoir de maître « après » Dieu. Des capitaines pirates furent effectivement démis de leurs fonctions par l'assemblée de l'équipage : Markus Rediker cite ainsi Hornigold qui refusait d'attaquer les navires anglais, Vane considéré comme trop couard ou Martel au contraire pour cruauté excessive. À l'assemblée des marins revient aussi des décisions majeures comme le choix des zones de navigation.

La délégation de pouvoir au capitaine répond à des nécessités techniques : prendre des décisions rapidement sur la navigation en cas de mer difficile (pas question de réunir une assemblée en pleine tempête où chacun doit être à son poste et mettre aux voix les manœuvres à effectuer !) et confier à une autorité unique le combat et la chasse des autres navires. Le capitaine est flanqué d'un quartier-maître, élu et aux pouvoirs également définis : il mène l'abordage, récupère, gère et partage le butin et les vivres.

C'est l'assemblée de tous les marins qui détient le pouvoir souverain à bord du navire pirate. La vie y est réglée par une charte qui peut varier dans les détails d'un navire à l'autre.

Les parts de butin vont généralement d'un pour les simples marins à deux maximum pour le capitaine et le quartier-maître avec des seuils intermédiaires pour des spécialistes comme les charpentiers ou médecins de bord. Pour Rediker, au lieu de travailler pour des salaires, les pirates dirigent le navire comme leur propre propriété et partagent équitablement les risques de leur aventure commune.

Un aspect moins connu des chartes de pirate est leur innovation en matière de « sécurité sociale » : une part du butin est mise de côté pour les pirates blessés ou rendus invalides par le combat. Ce n'est pas un hasard si les plus anciens systèmes sociaux créés par les États (en France, sous Colbert, l'établissement national des invalides de la marine, toujours existant) l'ont été dans le domaine maritime : il ne s'agissait pas de bonté, mais de limiter l'attrait de la désertion et de la piraterie pour des marins sous-payés qui n'avaient que le droit de se taire, de mourir ou, estropiés, de finir mendiants.

Les chartes règlent également la discipline à bord du navire et les sanctions. Tolérantes vis-à-vis des comportements individuels, elles n'ont rien à voir avec l'avilissant ordre de fer en vigueur sur les navires réguliers. Les différends violents doivent se régler à terre. Une des punitions les plus graves est de faire quelqu'un « gouverneur d'une île », c'est-à-dire de l'abandonner sur un rivage. Ce sont les vols, les désertions, la fuite devant le combat qui sont le plus souvent punis. La peine de mort peut être appliquée notamment lorsqu'un pirate, par son comportement, a mis en jeu la vie de toute la communauté.

Quelques chartes, assez rares, évoquent la vie sexuelle (l'équipage du pirate Bartholomew Roberts décide ainsi qu'« aucun garçon ou aucune femme ne sera accepté parmi eux »).

Les marins de l'équipage d'un navire capturé qui rejoignent les pirates doivent accepter la charte en vigueur. On devient pirate par choix. Lorsqu'un navire pirate embarque contre leur accord des marins (souvent parce que spécialisés dans un domaine comme la charpenterie), cela cause de nombreux et graves problèmes : ce sont les hommes d'un bateau arraisonné et gardés contre leur gré qui se sont révoltés et ont livré le pirate William Fly. La libre adhésion à la charte est donc la seule garantie de son bon fonctionnement. Lorsqu'il est trop nombreux ou s'il est secoué de désaccords, un équipage pirate peut se scinder en deux à l'occasion de la prise d'un bateau qui va battre à son tour pavillon noir et une charte est prise pour ce nouveau navire.

Territoires alternatifs voguant au gré des flots, les vaisseaux pirates ne s'attaquent pas entre eux, mais coopèrent. Comme le proclama au pied de l'échafaud en 1718 un pirate cité par Markus Rediker : « a vie de pirate est la seule vie digne d'un homme d'esprit ».

Léger Péril

Sara Berenguer Laosa

Hasta luego compañera !

C'EST EN 1977 que je fis connaissance de Mujeres Libres grâce au livre *Femmes libres, Espagne 1936-1939* de Mary Nash. Petite fille d'un exilé économique espagnol et fille de son fils qui haïssait Franco, j'ai toujours cherché mes racines espagnoles au cœur du mouvement libertaire. Je ne savais pas, avant d'avoir 22 ans, que ce serait chez Mujeres Libres que je trouverai ma force militante. La découverte de ce mouvement, qui a su rassembler 20 000 femmes dans un pays analphabète à 90 %, m'a impressionnée. Comment des femmes qui ne savaient ni lire ni écrire, mises au travail le plus ingrat à 12 ans, dans un pays qui inventa un mot pour désigner cette domination des hommes sur les femmes par le vocable « machisme », comment ces femmes ont su devenir révolutionnaires en 1936 et tenir un mouvement pendant trente-deux mois ? Parmi ces 20 000 femmes, nous avons pu repérer les trois fondatrices, Lucia Sanchez Saornil, Mercedes Comaposada et Amparo Poch y Gascon. Mais avec elles, il y en a eu des milliers qui partagèrent l'animation de ce mouvement ; parmi elles, Sara Berenguer Laosa.

J'en appris davantage en participant avec quelques militantes anarchistes à la version française du film *De toda la vida*, produit et réalisé par Lisa Berger et Carol Mazer en 1986. À Béziers, j'avais fait la connaissance de quelques-unes qui m'avaient confié des secrets de jeunesse dans leurs débuts militants. D'autres femmes libertaires à Paris me racontèrent des souvenirs de ces années 1936-1939 en Espagne avant l'exil.

Le personnage de Sara prit toute sa plénitude pour moi avec la parution en 2000 de *Mujeres Libres, Des femmes libertaires en lutte*, aux Éditions L@s Solidari@s, et de la brochure *Sara Berenguer* par Jacinte Rausa aux Éditions du Monde libertaire et Éditions Alternative libertaire dans la collection Graine d'Ananar. En effet, dans l'ouvrage, quelques textes sont rassemblés ainsi que des poèmes et, dans la brochure, Jacinte rappelle le contexte d'émergence de la Révolution espagnole et de la constitution de Mujeres Libres en 1936 avant d'évoquer la vie sociale et politique de Sara.

Celle qui naquit le 1er janvier 1919 à Barcelone d'un père ouvrier maçon militant libertaire et d'une mère non « politisée » élevant cinq enfants, quitta l'école à 12 ans et se retrouva bien vite sur un étal de boucherie puis dans un atelier de dentellière. Ici elle dut affronter les gestes brutaux des hommes, ce qui leva chez elle effroi et dégoût de « ce monde adulte qui livre les enfants au travail, sans aucune protection ». Là, elle reste solidaire de ses camarades d'infortune et refuse d'être achetée par une augmentation de salaire. Elle essaie de se mettre à son compte dans la confection mais elle y rencontre encore un malotru cherchant à « se faire » une petite jeune. Le 19 juillet 1936, Sara a 17 ans pour accueillir la Révolution et la faire sienne.

En avril 1936, Mujeres Libres fut fondé mais Sara n'y participe pas tout de suite. Elle prend part à l'organisation du mouvement révolutionnaire comme infirmière, couturière, dactylo – encore des métiers réservés aux femmes –, puis elle distribue les armes et est chargée du secrétariat du Comité révolutionnaire : comme « milicien », elle reçoit alors une solde de 10 pesetas par jour ! Elle fréquente aussi les Juventudes libertarias, l'Athénée et donne des cours aux enfants des rues. Elle rencontre Sol Ferrer, la fille de Francisco Ferrer y Guardia avec qui elle apprend le français. Après de nombreuses arrestations de libertaires accompagnant la confrontation entre l'idéal libertaire et le communisme soviétique, puis l'assassinat de Camillo Berneri, le 5 mai 1937, le Comité disparaît et Sara se met au service du Comité régional de la construction et du bois et décoration dans le quartier Las Corts de Barcelone. Elle s'active aussi à Solidarité internationale antifasciste (SIA) comme brancardière, pour rechercher des disparus, apporter des vivres, organiser des garderies pour des enfants. C'est alors qu'elle commence à être attirée par les réunions de Mujeres Libres, mais elle ne rejoindra le secrétariat à la propagande qu'en octobre 1938, trois mois avant la fin de la Révolution. Elle y combat l'ignorance et s'investit pour « éduquer socialement et culturellement les femmes pour qu'elles puissent se construire et se défendre en tant qu'êtres humains libres et conscients ». Elle se retrouve fréquemment à El Casal de la Dona Treballadora animé par Amparo Poch y Gascon, médecin.

Les locaux de El Casal devront être rendus après avoir été assiégés et, en janvier 1939, il faut partir en exode puis en exil vers la France : Daladier « accueille » les exilés dans des camps à Argelès, Saint-Cyprien ou Barcarès. 13 000 d'entre eux partiront pour le camp de Mauthausen sans retour. Sara évite les camps grâce à sa collaboration avec SIA et finit par se réfugier à Béziers où résident sa grand-mère et sa tante. Elle aide les réfugiés à retrouver leur famille, recherche des logements et du travail pour ses compagnes. Puis, avec son compagnon Jesus, elle fera passer des documents aux maquisards en les cachant sous ses jupes. Et ce entre des dizaines de petits boulots pour survivre avec ses enfants, bientôt au nombre de quatre. Elle milite toujours à SIA et adhère à la CNT en 1946 ; elle en restera membre jusqu'à son exclusion en 1965 lorsque le mouvement se scinde en deux.

C'est aussi en 1965 que deux bulletins de *Mujeres Libres* paraissent en Angleterre à l'initiative de Suceso Portales. Avec elle, elle participera à la rédaction de la revue de 1972 à 1976 avant que celle-ci ne retourne en Espagne avec de jeunes femmes libertaires qui reprendront le flambeau. Près de Béziers où elle est installée, de nombreux militants y séjourneront comme José Peirats. Quand elle retournera en Espagne après la mort de Franco, ce sera pour participer à la semaine confédérale Durruti puis pour présenter des films sur la révolution espagnole. La jeunesse découvre l'histoire des années passées, quarante ans sous la chape de plomb du franquisme.

Sara fut aussi poète et reçut de nombreux prix littéraires ; trois recueils en langue espagnole : *Cardos y flores silvestres* (1982), *Jardin de Esencias* (1982), *El lenguaje de las flores* (1992) ; et un récit autobiographique *Entre el Sol et la Tormenta*.

Sara se disait féminine et libertaire, non pas féministe et encore moins anarchiste, car anarchiste, ce serait beaucoup plus que ce qu'elle était, nous disait-elle.

Le 8 juin 2010, tu t'es éteinte, mais des Femmes libres, Mujeres Libres ou Free Women fleurissent sur tous les continents.

Hélène
Co-animatrice de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire

Avis aux abonnés

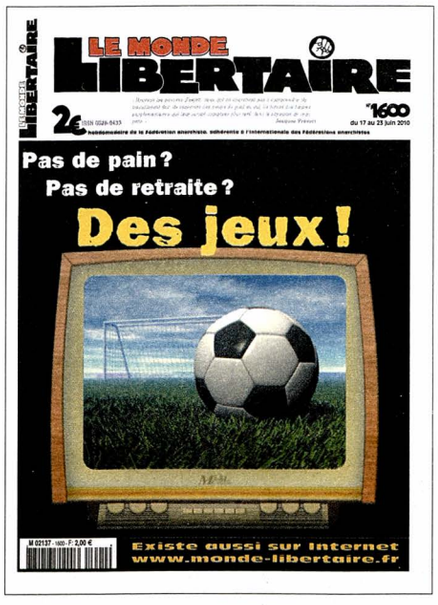
Sur la bande de routage de votre journal, vous remarquerez, en bas à gauche dans un encadré, un code alphanumérique. Ce code vous permet d'accéder à votre espace abonné sur le site web du *Monde libertaire*

www.monde-libertaire.fr

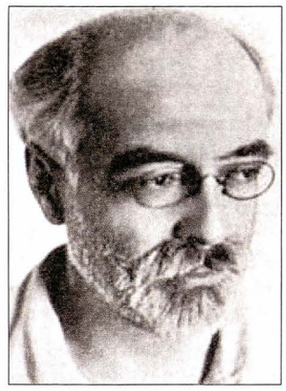
et d'utiliser certaines fonctionnalités (commentaires des articles, favoris).

Abonnez-vous !

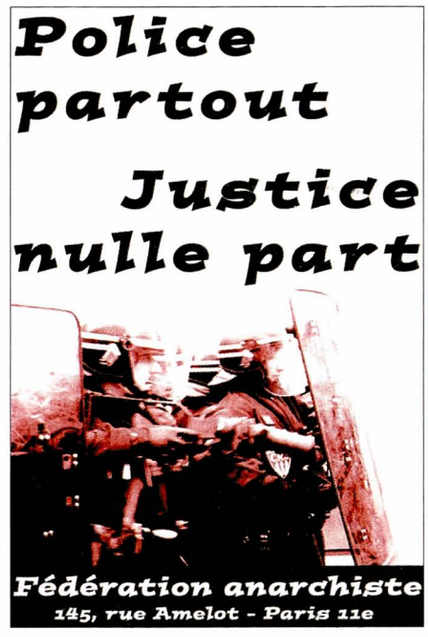
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Aux Mosellans !



La liaison Voline de la Fédération anarchiste basée dans la région de Sarrebourg (Moselle) cherche à se constituer en groupe et développer la présence des anarchistes dans le secteur. Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante :
hyppolite.hector@gmail.com
ou par courrier postal à Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettra.



Autocollants disponibles à la librairie du Monde libertaire. 145, rue Amelot, 75011 Paris. Informations : 01 48 05 34 08

Pique-nique à Évry

Des anarchistes d'Évry Corbeil-Essonnes et d'au-delà organisent un pique-nique libertaire.

Ça se passera le dimanche 27 juin 2010 à partir de midi, en bords de Seine.

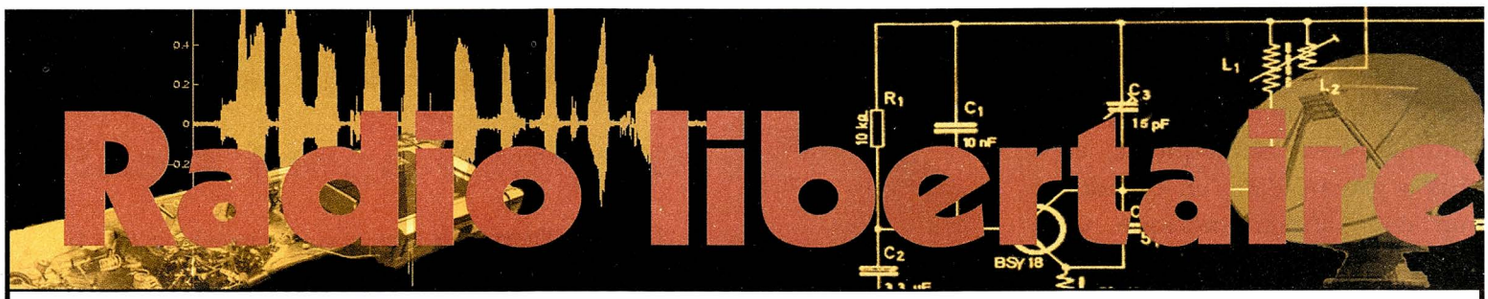
Il s'agit d'une rencontre informelle, sans prise de tête, ni d'organisation massive.

L'idée est de permettre des rencontres et de s'offrir un temps d'échanges, d'idées et de discussions dans une agora sans dieu, ni maître à penser !

On apporte son manger ! Les instruments de musique sont les bienvenus.

Pour se rendre au pique-nique :

À partir de Gare-de-Lyon Banlieue : ligne D du RER, direction Corbeil. Puis, descendre à la gare de Grand-Bourg, côté Seine. C'est à 300 mètres et ça sera fléché !



Jeudi 24 juin

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) La littérature « aux champs d'honneur » ou d'horreur, le vrai visage des militaires, à partir de l'œuvre de Georges Rouault. Invité : Claude Hertzfeld, écrivain.

Vendredi 25 juin

Koumbi (16 heures) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale…

Nuit Léo 38 (0 h 30) La night.

Samedi 26 juin

Réveil Hip Hop (8 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Comme son nom ne l'indique pas…

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Gaza, prison à ciel ouvert…

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène avec Nanette Paz Liberona, anthropologue et journaliste militante chilienne engagée pour la liberté d'expression des médias au Chili et Victor Hugo de La Fuente, directeur du *Monde diplomatique*, version chilienne.

Dimanche 27 juin

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre. *L'Affaire d'un printemps* était bien plus que ça, et c'est pourquoi c'est le titre d'une pièce de théâtre, consacrée à la Commune de Paris. À voir en juillet, à entendre en avant-première sur Radio libertaire !

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes, *Le Mandat impératif* de Pierre-Henri Zaidman (Éditions du Monde libertaire et Éditions libertaires) et *Tue ton patron* de Jean-Pierre Levaray (Éditions Libertalia), tout un programme…

Lundi 28 juin

Les Enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Et pourtant ils existent… Rencontres avec des groupes de province de la Fédération anarchiste. Aujourd'hui : La rue râle (Isère), groupe Proudhon de Besançon (Doubs) et La Mistoufle (Dijon, Côte-d'Or).

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme par le syndicat CNT santé-social/collectivités territoriales.

Mardi 29 juin

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris ! Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité. Dernière de la saison : L'esthétique anarchiste.

L'idée anarchiste (14 h 30) Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire. Reportages et infos pratiques.

Pas de quartiers… (18 heures) Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine… Tous à vos postes à galène !

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle. Icare propose des animations scientifiques itinérantes, adaptées à différentes tranches d'âge, de la maternelle au lycée. Dans les studios : Serge Baudry, astronome amateur.

Mercredi 30 juin

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Pot-pourri et rediffusions.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Léo 38 (16 heures) À l'heure du goûter ! Reggae et autres…

Kontroverss (17 heures) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Marche mondiale des femmes 2010.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

La dernière permanence de la bibliothèque La Rue se tiendra le samedi 10 juillet. La réouverture de la bibliothèque aura lieu le samedi 21 août.

Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIIIe. Métro Blanche ou Abbesses.

Vendredi 25 juin

Montreuil (93)

18 heures. Week-end de rencontres : « La liberté est thérapeutique ». Comment vivre et faire exister des alternatives à la psychiatrie ? À la Titanique/Titaken, 28, rue Sadi-Carnot. M° Croix-de-Chavaux.

Paris XVIIIe

À 19 heures. Débat à La Rue. Le sport : système oppressif ou moyen d'émancipation ? Organisé par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste. 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses.

Samedi 26 juin

Alès (30)

15 heures. Le collectif Les libertaires vous invite à la projection du film *La Cécilia* de Jean-Louis Comolli, suivie d'un débat à la Bourse du travail, place Georges-Dupuy.

Montreuil (93)

19 heures. Philosophie des sciences et anarchisme, avec Michael Paraire. La notion d'individu existe-t-elle en science physique ? Comment la physique de la relativité peut-elle révolutionner la théorie libertaire ? Vers un anarchisme renouvelé par la science ? Université populaire de Montreuil, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil. M° Croix-de-Chavaux.

Paris VIe

14 heures. Marche des fiertés – « gay pride ». Trajet : le cortège partira dès 14 heures de la place du 18 Juin 1940 (M° Montparnasse), puis rejoindra la place de la Bastille, en passant par les boulevards Montparnasse, Saint-Michel et Saint-Germain, le pont de Sully et le boulevard Henri-IV.

Dimanche 27 juin

Auray (56)

À partir de midi. Le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient) organise un pique-nique à destination de ses sympathisants, au parc du mausolée Cadoudal, Kerléano. Discussions, détente, jeux, table de presse seront au rendez-vous. Chacun, chacune apportent un plat et/ou une boisson et on partage. Préparations végétariennes appréciées. Infos : fedeanar56@yahoo.fr

Paris XVIIIe

17 heures. Soirée zapatiste. Projection de plusieurs vidéos sous-titrées en français : *Viva la vida*, *L'assemblé Yaqui* et *Paroles zapatistes contre l'injustice*. Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue Baudelique. M° Simplon ou Jules-Joffrin.

Mardi 29 juin

Paris Xe

9 heures. Rassemblement de solidarité pour appuyer la demande de réintégration des salariées. Face à la répression d'un patron voyou : des femmes en lutte ! Au Conseil des prud'hommes de Paris, 27, rue Louis-Blanc. M° Louis-Blanc.

Mercredi 30 juin

La Plaine-Saint-Denis (93)

19 h 30. Rencontre-débat sur le livre *1848, la révolution oubliée*, de Maurizio Gribaudi et Michèle Riot-Sarcey. À la Belle étoile, 14, allée Saint-Just. M° Porte-de-la-Chapelle.

Pontault-Combault (77)

20 h 30. Projection du film *Les Mains en l'air*, de Romain Goupil. En présence de RESF. Au cinéma Apollo, 62, avenue de la République. RER E, Émerainville-Pontault-Combault.

A las barricadas !

Chroniques de la révolution espagnole

Un vendredi sur deux
de 9h à 11h
sur Radio libertaire

89.4

www.federation-anarchiste.org